

UNIVERSITE DE LYON — FACULTE DE DROIT

**LA SITUATION ECONOMIQUE
DE LA NOBLESSE
DANS LE LYONNAIS
SOUS HENRI IV**

THÈSE

SOUTENUE

devant la FACULTÉ DE DROIT de l'UNIVERSITÉ DE LYON

pour le DOCTORAT EN DROIT

PAR

LÉO CHEVALIER



PAQUET, Imprimeur
10, RUE JARENTE — LYON

1941

**LA SITUATION ECONOMIQUE
DE LA NOBLESSE
DANS LE LYONNAIS
SOUS HENRI IV**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554210_0097

**LA SITUATION ECONOMIQUE
DE LA NOBLESSE
DANS LE LYONNAIS
SOUS HENRI IV**

THÈSE

SOUTÈNUE

devant la FACULTÉ DE DROIT de l'UNIVERSITÉ DE LYON

pour le DOCTORAT EN DROIT

PAR

LÉO CHEVALIER



PAQUET, Imprimeur
10, RUE JARENTE — LYON

1941

UNIVERSITE DE LYON — FACULTE DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. ✱, ☿ I., Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ☿, ☿ I.

JOSSERAND, O. ✱, ☿ I.

LAMEIRE, ✱, ☿ I.

PIC (Paul), O. ✱, ☿ I.

LAMBERT (Edouard), O. ✱, ☿ I.

ANTONELLI (Etienne), ✱, ☿, ☿ I.

PERROUX (François), ☿ A.

BROUILHET (Charles), ✱.

LÉVY (Emmanuel), O. ✱, ☿ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ☿, ☿ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ☿ I.

Professeurs

MM. GONNARD, ✱, ☿, ☿ I., Professeur d'Economie politique.

PERROUD, ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Procédure civile.

COHENDY (Georges), ✱, ☿ I., Prof. de Droit commercial général.

GARRAUD (Pierre), ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Droit criminel.

ROUBIER, ☿ I., Professeur de Droit civil.

FALLETTI, ☿ A., Professeur d'Histoire du Droit public et du Droit privé de Doctorat.

LAMBERT (Jacques), ☿ A., Professeur de Droit Comparé.

NICOLAS, ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Droit administratif.

PHILIP, ☿ A., Professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

AULAGNON, ✱, ☿ I., Professeur de Droit civil.

DE MENTHON, Professeur d'Economie Politique.

M^{me} BASTID, Professeur de Science financière et Législation française des Finances.

MM. RICHARDOT, Professeur d'Histoire du Droit.

BRUN, Professeur de Droit Civil.

Professeur sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. TRÉVOUX, chargé des cours de Législation Industrielle et rurale.

PELLOUX, chargé du cours d'Etude des Institutions internationales d'organisation de la paix.

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ☿ I., Droit civil et Droit pénal (Capacité).

GOETZ, Economie Politique.

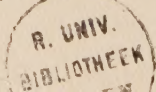
MEMBRES DU JURY

M. GONNARD, Professeur à la Faculté de Droit, *Président*.

M. DOUCET, Professeur à la Faculté des Lettres, *Assesseur*.

M. TREVOUX, Agrégé,

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Introduction

En tout premier lieu, il nous faut exposer les raisons qui ont présidé au choix de notre sujet, choix qui aura certainement surpris beaucoup de personnes, portées à considérer comme totalement dépourvue d'intérêt toute étude de ce genre. L'histoire économique, si longtemps dédaignée, nous a toujours semblé particulièrement digne d'attention ; or, la ruine qui frappa la noblesse, c'est-à-dire la classe qui avait été pendant de longs siècles la plus brillante et la plus opulente, représente certainement l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire économique de notre pays, aussi est-il intéressant d'essayer de connaître la situation économique de la noblesse à la fin du xvi^e siècle, époque où beaucoup d'historiens considèrent sa ruine comme totale.

Tous les historiens qui ont consacré leurs travaux à la période correspondant aux règnes des derniers Valois et d'Henri IV, signalent unanimement la grave crise financière dans laquelle se débat la noblesse française. M. Lucien Romier dans le magistral tableau qu'il brosse de la France à l'époque de Catherine de Médicis et des derniers représentants de la dynastie des Valois, s'exprime

ainsi à l'égard de la noblesse du royaume : « Cette pauvreté de la noblesse vers 1560 (1) ressort des faits et des témoignages. Dans les maisons les mieux tenues on sentait une gêne et des inquiétudes. Les comptes de famille révèlent des dettes croissantes, des ventes ou engagements d'immeubles qui se multiplient » (2). M. Fagniez, étudiant la France sous Henri IV conclut aussi que beaucoup de gentilshommes se trouvaient dans une situation financière extrêmement critique et résume ainsi les principales causes de leur appauvrissement : « Les familles nobles, décapitées souvent par la perte de leur chef ou de leur héritier présomptif, avaient été appauvries par le ravage de leurs domaines, par la dépréciation des revenus qui leur étaient payés en argent, par la suspension ou la pertes de leurs fermages, par l'égalité des partages qui, dans certaines provinces régissait les successions nobles comme les successions roturières » (3).

C'est sous un jour aussi sombre que M. Hauser nous dépeint également la situation économique des hobereaux de la dernière partie du xvi^e siècle : « Or, la révolution économique amène à la fois la hausse des produits agricoles et la baisse du pouvoir d'achat des cens ou autres taxes seigneuriales ; elle amènera la ruine progressive

(1) Donc une trentaine d'années environ avant l'avènement d'Henri IV et, entre temps, la situation ne put qu'empirer sous l'influence des guerres de Religion.

(2) L. ROMIER, *Le royaume de Catherine de Médicis*, Paris, 1922, 2^e édit., I, p. 179.

(3) FAGNIEZ, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, Paris, 1897, in-8, p. 328.

de la petite noblesse rurale qui essaie, dès le règne de François I^{er}, de substituer aux baux à cens, le métayage ou le fermage à temps » (4).

Tout aussi pessimiste est le jugement de M. Germain-Martin : « Le xvi^e siècle connut la tristesse des vieilles familles nobles à court d'argent, forcées de vendre leurs hôtels ou leurs terres, rachetés par les nouveaux riches désireux de faire étalage de leur fortune fraîchement acquise ; il assista à l'ascension rapide des cordonniers devenus financiers, des clercs de villages devenus gentils-hommes » (5).

On pourrait multiplier à l'infini les citations de ce genre, en puisant dans les différents ouvrages relatifs à cette période de notre histoire. Tous les historiens tombent donc d'accord pour affirmer que les gentilshommes français se trouvaient, pour la plupart ruinés à la fin du xvi^e siècle. Ils insistent également sur la fréquence des transferts de propriétés foncières sous les derniers Valois et sous Henri IV, transferts qui s'opéraient en règle générale au détriment de la noblesse qui ne pouvait plus vivre de ses revenus : « Il y eut, pendant et après les guerres civiles, une immense translation de propriétés... De la Noblesse qui en possédait la plus grosse part, elles passèrent à tous ceux qui s'étaient garés ou même avaient

(4) HAUSER et RENAUDET, *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance. La Réforme*, série de l'Histoire générale sous la direction de MM. Halphen et Sagnac, Paris, 1929, p. 352.

(5) GERMAIN-MARTIN, *Histoire économique et financière*, tome X de l'« Histoire de la Nation française », sous la direction de M. Hanotaux), p. 197).

profité des troubles, officiers du roi, financiers, parvenus » (6).

La ruine de la noblesse n'était pas passée inaperçue aux yeux des contemporains. A l'avènement de Louis XIII, Montchrétien constatant l'indiscutable décadence qui s'abat sur la classe privilégiée, à tous les points de vue, en dépit des efforts prodigués par Henri IV pour relever les ruines causées par les guerres de Religion, lance ce cri d'alarme : « Vous sçavez, Sire, de quelles parties est composé vostre royaume et laquelle de ces parties est la plus noble et la plus nécessaire pour la conservation du tout. C'est d'elle proprement et particulièrement que vous vous nommez les chef, quoy que tout le reste de vos subjects soient autant de membres individuels de vostre corps. Vous devez donc bien travailler à la remettre en son ancienne splendeur, de peur que, demeurant plus long temps négligée, elle oublie et soy-mesme et cette dignité qui l'a tousjours accompagnée, et cette généreuse fonction à laquelle elle est destinée » (7).

L'opinion selon laquelle la noblesse de France se trouverait complètement ruinée à la fin du xvi^e siècle est donc très généralement admise, aussi, nous a-t-il paru intéressant d'essayer de vérifier, à l'aide des documents de l'époque, dans quelle mesure elle correspondait à la réalité. Les textes nous permettent aussi parfois de saisir les

(6) LAVISSE, *Histoire de France*, VI-2 (Henri IV, Louis XIII), Paris 1905, p. 3.

(7) MONTCHRETIEN, *Traité de l'Economie Politique* (1615). Edit. Funck-Brentano, Paris, 1889, p. 354.

conséquences pratiques de cette ruine et de comprendre les causes qui la motivèrent.

Mais, nous devons bien spécifier qu'en entreprenant ce travail, nous n'avons absolument pas eu la prétention de faire, de la situation économique de la noblesse, une étude exhaustive, même très limitée dans le temps et dans l'espace. L'étude complète d'un semblable sujet, que l'on peut, sans exagération, qualifier d'inépuisable, exigerait en effet de très patientes et très minutieuses recherches qu'il nous était pratiquement tout à fait impossible de poursuivre car elles demanderaient de nombreuses années de travail.

Notre unique but a été d'essayer d'apporter une très modeste collaboration, sur un point strictement limité et dans un cadre purement régional, à l'histoire économique ; comme nous l'avons déjà dit, la ruine de la noblesse constitue l'un des traits saillants de cette histoire ; aussi toutes nos ambitions seraient-elles satisfaites si nous avions réussi à fournir le moindre éclaircissement sur cette question.

La méthode que nous avons suivie a été des plus simples ; elle a consisté à présenter, le plus objectivement possible, un certain nombre d'exemples précis et concrets, exclusivement tirés des documents de l'époque que nous avons la chance de posséder encore, espérant que, de ces différents exemples particuliers, pourraient finalement se dégager quelques conclusions d'ordre plus général.

Pour cela, nous avons eu recours aux Archives départementales du Rhône et, plus particulièrement à trois

séries de documents (8) : la série intitulée « titres de famille » (série E des Archives), les insinuations de la Sénéchaussée de Lyon et les actes des notaires (constituant la série 3 E) (9) que l'on peut maintenant consulter commodément grâce à une récente et fort utile classification. On remarquera (10) que nous n'avons pas dépouillé les actes des différents notaires de la ville de Lyon elle-même : malgré les précieux renseignements qu'un tel dépouillement nous aurait très certainement procurés, il nous a cependant paru d'un intérêt moins direct que celui des actes des notaires de campagne (bien que les gentilshommes des environs aient eu souvent recours aux notaires de la ville) car une étude d'économie urbaine restait en somme en dehors de notre sujet, surtout si l'on considère que la noblesse française était essentiellement rurale et demeurerait le plus souvent étrangère à la vie des cités (11).

(8) Nous avons en outre consulté les terriers de Pomey qui ne sont inclus dans aucune série.

(9) La série 3 E réunit des actes appartenant en propre aux Archives Départementales et des actes représentant un dépôt de la Chambre des Notaires.

(10) Voir le tableau des sources, à la fin du présent ouvrage.

(11) Ce fait a été bien souvent mis en lumière ; citons par ex. M. ROMIER, *Le royaume de Catherine de Médicis*, I, p. 161 : « Les attaches rurales de la noblesse française étaient si apparentes et si fortes que les voyageurs étrangers n'ont cessé de les décrire au cours du XVI^e siècle, non sans quelque étonnement. Les auteurs de « relations » marquent avec insistance ce trait qui distingue les gentilshommes du royaume de l'aristocratie municipale et marchande des cités italiennes. Les

Au point de vue géographique, cette étude est à peu près limitée au Lyonnais proprement dit et au Beaujolais (12). Il était indispensable de concentrer notre attention sur une région étroitement limitée car, bien souvent, pour une étude de ce genre, plus la région considérée est vaste, plus les renseignements qu'elle donne risquent d'être vagues et imprécis. Le Lyonnais et le Beaujolais sont d'ailleurs particulièrement intéressants à étudier car la comparaison entre la situation économique de la noblesse appauvrie et celle de la riche bourgeoisie y est plus instructive qu'ailleurs en raison de l'extraordinaire opulence connue au xvi^e siècle par les négociants et les banquiers de Lyon.

Les dates extrêmes du règne d'Henri IV (1589-1610) nous ont fourni un cadre chronologique que nous avons d'ailleurs été, à plusieurs reprises, amené à dépasser. On soutient souvent que l'histoire économique perd tout intérêt lorsqu'elle s'attache à connaître une époque reculée vivant dans des conditions économiques fort différentes des nôtres. Cette critique ne nous paraît pas valable pour notre période qui n'est, somme toute, pas très ancienne

conteurs soulignent le mépris ou la répugnance des hobeaux pour la promiscuité des villes. »

(12) Régions dont les archives sont actuellement conservées aux Archives Départementales du Rhône. En termes modernes, cela revient à dire que nous n'avons pas dépassé les limites de notre actuel département du Rhône, sauf sur quelques points, par exemple au sud avec Chavanay et quelques villages voisins faisant actuellement partie du département de la Loire, ou à l'est avec Genay maintenant rattaché au département de l'Ain, etc.

et présente un certain nombre d'analogies avec la période moderne, analogies que nous n'avons pas soulignées car de tels rapprochement sont toujours hasardeux et constituent bien souvent un jeu assez puéril dépourvu de tout intérêt véritable. Le règne d'Henri IV a l'avantage d'offrir — dans ses dernières années tout au moins, lorsque la souveraineté du nouveau roi fut universellement reconnue — plus de stabilité que la période précédente, correspondant aux règnes infiniment troublés des fils d'Henri II, et permet de dresser une sorte de bilan de la situation économique de la noblesse à l'issue des guerres de Religion et à l'aube du *xvii^e* siècle. D'une manière générale, nous n'avons évoqué la situation politique du royaume que dans la mesure où celle-ci exerçait une influence directe sur les conditions économiques.

Enfin, l'histoire généalogique des différentes familles nobles que nous avons rencontrées, a été systématiquement laissée de côté. Nous n'avons abordé ces questions généalogiques, qui sont très compliquées et qui constituent le domaine de quelques savants érudits spécialisés en cette matière, que dans quelques rares cas où elles étaient susceptibles d'apporter des éclaircissements sur l'évolution de la situation financière d'une famille. En tout cas, les recherches d'ordre généalogique, représentaient toujours pour nous un moyen et non une fin en elles-mêmes.

*
**

Il nous faut témoigner ici notre reconnaissance à M. le Professeur Gonnard qui a bien voulu accepter de présider

à cette modeste étude et nous a constamment encouragé ;
à M. Doucet, professeur à la Faculté des Lettres qui a
suivi sans cesse notre travail avec une extrême bienveil-
lance et qui nous a prodigué tant de précieux conseils ;
à M. Faure, archiviste du Département auquel nous avons
eu si souvent recours, et à tous les érudits qui fréquen-
tent les Archives départementales, qui nous sont, à main-
tes reprises, venus à l'aide avec tant d'obligeance.

CHAPITRE PREMIER

Que faut-il entendre par noblesse ?

Au début de toute étude relative à la noblesse, le premier problème qui se pose est celui de la définition même de cet ordre et de la discrimination entre nobles et non nobles. Cette question est fort complexe car, sur les trois Ordres qui composaient la société, le clergé seul répondait à une définition vraiment précise qui ne laissait subsister aucune équivoque. Pour la noblesse, la situation est différente et nous verrons qu'il est souvent très difficile de distinguer un noble d'un roturier.

Lorsque l'on parle de la noblesse, on évoque tout d'abord généralement une noblesse d'épée, d'origine lointaine. En réalité, à la fin du xvr^e siècle, les représentants de ces anciennes familles nobles sont très peu nombreux — dans notre région tout au moins. — En ce qui concerne le Lyonnais, cette noblesse d'origine ancienne n'est plus représentée sous Henri IV que par quelques très rares familles ; on peut citer, par exemple, les Montdor, au

sujet desquels M. Vachez s'exprime ainsi (1) : « L'illustre famille de Montdor dont l'origine remonte à une époque si reculée qu'on a essayé de les rattacher au fameux paladin Roland dont ils se flattaient de posséder le cor (2) », ou bien la famille de Chevières qui est à son apogée sous Henri IV et dont les origines remontent au XIII^e siècle (3). En outre, sur cette question, il faut se méfier des prétentions de certains nouveaux nobles qui affirmaient être les descendants d'anciennes familles nobles, en réalité éteintes, et qui trouvaient souvent des généalogistes complaisants pour appuyer leurs allégations et pour s'efforcer de les justifier ; ainsi, par exemple une famille lyonnaise d'origine bourgeoise, anoblie au cours du XVI^e siècle, la famille de Chaponay, prétendait-elle se rattacher à une vieille famille chevaleresque du Dauphiné (4).

En fait, les représentants authentiques de la noblesse d'origine ancienne ne constituent plus dans la noblesse de la fin du XVI^e siècle qu'une très faible minorité. Sous Henri IV, la plupart des nobles avaient en effet bénéficié

(1) VACHEZ, *Histoire de l'acquisition des terres nobles par les roturiers dans les provinces du Lyonnais, Forez et Beaujolais du XIII^e au XVI^e siècle*, Lyon, 1891, gd in-8, p. 30.

(2) M. VACHEZ donne comme référence : *Mazures de l'Île-Barbe*, II, p. 448.

(3) Dans *Les Lyonnais dignes de mémoire*, Lyon, 1757, l'abbé Pernetti cite (I, p. 132) Rodolphe ou Raoul de Chevières, évêque d'Embrun, cardinal et conseiller d'Etat, contemporain de saint Louis.

(4) Voir DE VALOUS, *La famille de Chaponay*, Lyon, 1882, in-8 en particulier p. 27 et 28, et du même auteur, *Les origines des familles consulaires de la Ville de Lyon depuis l'établissement de la commune jusqu'à 1790*, Lyon, 1863, p. 30.

d'anoblissements assez récents. Toute une série de charges anoblissaient leurs titulaires (5) : secrétaire du roi, trésorier de France, conseiller à la Cour des Monnaies, conseiller à un Parlement (un certain nombre de Lyonnais étaient en particulier conseillers au Parlement de Dombes, siégeant à Trévoux). Mais à Lyon, les fonctions municipales anoblissaient et c'est cet anoblissement qui est le plus important. En vertu d'un édit du roi Charles VIII, de 1495 (6), confirmé à plusieurs reprises (7), et en

(5) Voir entre autres : MARION, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923, « Noblesse », p. 329 et suiv.

(6) Édit de Charles VIII, décembre 1495, *Recueil des privilèges, autoritez, pouvoirs, franchises et exemptions des Prévost des Marchands, Eschevins, et habitants de la Ville de Lyon*, Lyon, 1649 (Guillaume Barbier, imprimeur), p. 1. — paragr. 4 : « ... Nous, pour accroistre l'honneur d'iceux douze conseillers, tant présens qu'à l'advenir, ensemble de leur postérité et lignée, née à naistre en loyal mariage, afin qu'ils ayent meilleur courage et vouloir de diligemment vaquer et entendre au régime, gouvernement et administration des dicts faicts et affaires communs d'icelle Ville et eux y employer et que se soit exemple à tous autres en manière que chacun mette en soy de valoir pour parvenir à l'estat de Conseiller : Iceux Conseillers présens et à venir, s'ils n'estoient nais et extraits de noble lignée ; avons annobli et annoblissons par ces présentes, et du titre et privilège de Noblesse, eux et leur dite postérité née et à naistre en loyal mariage, décorez et décorons ; voulans et concédans qu'au temps à venir, ils et chacun d'eux, avec toute leur dite postérité et lignée, née et à naistre en loyal mariage soient reputez et tenus nobles, et pour tels de tous et en tous faicts et actes receus et admis ; et que, des privilèges, franchises et libertez qu'usent les aultres Nobles de nostre Royaume, ils jouyssent et usent, et puissent venir à l'estat et ordre de Chevalerie en temps et

particulier par Henri IV en 1602, à Lyon, l'échevinage était une fonction anoblissante. A la fin du xvr^e siècle, un grand nombre de familles bourgeoises avaient accédé à la noblesse par cette voie (8) et les nobles d'origine consulaire étaient devenus la majorité.

Cet anoblissement par les fonctions municipales soulevait de nombreuses contestations, parfois fort vives, car les échevins étaient presque toujours choisis parmi des marchands ou des négociants de la ville et exerçaient donc une activité incompatible en principe avec la noblesse. Cependant, grâce à un privilège spécial, on considérait que les échevins lyonnais ne dérogeaient pas en continuant à se livrer aux opérations de la banque et du commerce (le commerce de détail mis à part).

Ce privilège se trouvait en contradiction formelle avec l'ordonnance de 1560 (9) et soulevait beaucoup d'objec-

lieu, et acquièrent en nos royaumes et Dauphiné, fiefs, rièrre, fiefs, juridictions, seigneuries et nobles tènements sans pour ce autrement payer à Nous ou à nos successeurs, aucune finance '... »

(7) L'édit de Charles VIII fut confirmé successivement par :

Louis XII (1498), *op. cit. note précédente*, p. 20 ; François I^{er} (1514), p. 22 ; François I^{er} (1544), p. 24 ; Henri II (1550), p. 27 ; François II (1559), p. 29 ; Charles IX (1570), p. 31 ; Henri III (1574), p. 35 ; Henri IV (1602), p. 53.

(8) Voir DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires* ...

(9) Ordonnance de 1560 (Orléans), enregistrée au Parlement de Paris le 13 septembre 1561 ; art. LIX : « Défendons à tous gentilshommes et officiers de justice le faict et trafic de marchandise et de prendre ou tenir ferme par eux ou personnes interposées, à peine aux dicts gentilshommes d'estre privez des privilèges de noblesse et imposez à la taille, et quant aux officiers de privation de leurs estats. »

tions, le Parlement par exemple avait fait des difficultés pour enregistrer l'édit de 1574 qui le confirmait. Dans la réalité, la solution à laquelle on s'arrêtait généralement était la suivante : la continuation de ses occupations ne faisait point disparaître la qualité de noble de l'échevin mais la mettait en quelque sorte en sommeil, de manière que, s'il acceptait de vivre noblement (10), il jouissait automatiquement de tous les privilèges inhérents à la noblesse (11).

Donc, le bourgeois de Lyon qui est investi d'une fonction municipale et qui consent à cesser toute activité lucrative, devient noble, M. de Valous s'exprime ainsi, par exemple, à propos des Laurencin : « Cette famille a pour auteur le plus certain Nicolas Laurencin, tavernier en 1435... sa qualité de noble n'est pas antérieure au milieu du xvi^e siècle, époque où elle paraît avoir commencé à vivre noblement, et par conséquent à pouvoir jouir du privilège accordé par Charles VIII aux membres du Consulat » (12) ; de même à propos des Camus :

FONTANON. *Les Edicts et ordonnances des rois de France, depuis Louis VI dit le Gros jusqu'à présent*, Paris, 1611, T. III, p. 57.

(10) L'échevin qui voulait revendiquer la noblesse devait demander un certificat d'échevinage, or de nombreux échevins ne réclamaient pas ce diplôme, préférant continuer leurs opérations lucratives. DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires ...*, p. 8.

(11) Voir par exemple ce qui dit Vachez à propos des Italiens établis à Lyon, qui se trouvaient dans une situation comparable, *Hist. de l'acquisition des terres nobles ...*, p. 57.

(12) DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires...*, p. 55.

« Cette famille qui a donné trois conseillers de ville et un prévôt des marchands, n'a pas de titre plus ancien que celui de la charge consulaire de Claude Camus en 1568, lequel paraît avoir vécu noblement » (13). Cet anoblissement par échevinage est donc en pratique de la plus grande importance et se trouve à la base de l'accession à la noblesse de beaucoup de familles lyonnaises.

L'anoblissement pouvait aussi résulter des lettres d'anoblissement, actes émanant du pouvoir royal et constituant en principe la récompense de services particuliers. Ces lettres d'anoblissement devaient être enregistrées à la Cour des Aides, ce qui était fort onéreux pour les intéressés. D'ailleurs la royauté procédait parfois à de véritables ventes des anoblissements ; les anoblis versaient d'un coup une forte somme mais étaient par la suite exempts de la taille.

Enfin, faut-il voir dans l'acquisition d'un fief une source de noblesse ? Cette question est d'un intérêt primordial pour nous, en raison de la fréquence des achats de terres nobles par les roturiers au cours du xvi^e siècle et durant le règne d'Henri IV. La réponse est en théorie très nette : la possession d'une seigneurie n'anoblit pas *ipso facto* et, en achetant un fief, un roturier n'acquiert pas la noblesse. L'ordonnance de Blois de 1579 est formelle à cet égard : « Les roturiers et non-nobles acheteurs de fiefs nobles ne seront pour ce anoblis, de quelque revenu et valeur que soient les fiefs par eux acquis » ; les termes de l'ordonnance de 1585 sont aussi catégoriques : « Rotu-

(13) *Ibid.*, p. 28.

rier peut acquérir et tenir fiefs nobles mais, par acquis et possession de fief, il n'est ni noble ni exempté de tailles. »

Mais, à côté de cette solution théorique, il faut considérer la réalité : une famille d'origine roturière mais propriétaire d'une seigneurie, finissait presque toujours, semble-t-il, à l'issue d'une évolution plus ou moins rapide, à se faire considérer en fait comme noble. Une telle acquisition de la noblesse, si elle ne s'appuyait sur aucun autre titre, était illégitime et nous en arrivons ainsi à une autre source de la noblesse qui a, en dépit de son caractère frauduleux, une grosse importance : l'usurpation.

Ces usurpations, généralement motivées par des considérations d'ordre fiscal, furent extrêmement nombreuses malgré les réactions parfois très vives du pouvoir royal, comme par exemple l'édit de 1598 annulant en bloc tous les anoblissements opérés au cours des vingt années précédentes comme entachés de fraude. Le contrôle assuré par les élus fut renforcé (14) sous l'impulsion de Sully mais demeura souvent illusoire.

Ces usurpations étaient en somme d'une réalisation assez facile puisqu'aucune règle vraiment rigoureuse ne régissait la question.

Cette imprécision domine tout le sujet et rend très difficile la distinction entre nobles et non nobles. L'échevin qui n'a pas renoncé à son commerce et dont la noblesse est par conséquent en sommeil, sera-t-il cependant considéré comme noble dans les terres qu'il peut posséder hors

(14) Edit de 1600 sur les tailles, FONTANON, *Ordonnances et Edits ...*, t. II, p. 878 et suiv.

de la ville ? Devra-t-on refuser la qualité de noble à une famille qui détient une seigneurie depuis de très nombreuses années et qui vit noblement ? Sans même parler des usurpations frauduleuses, on se heurte ainsi à toute une série de questions auxquelles il est impossible de répondre nettement. On est pratiquement amené à conclure à l'existence, aux confins de la noblesse, de toute une masse de personnes dont la condition est indéterminée et sur la situation desquelles il est très délicat de prendre parti.

Pour essayer d'établir la distinction entre nobles et roturiers, on sera donc obligé d'avoir recours à des critères empiriques car on ne trouve pas de définition vraiment précise de la noblesse chez les juristes contemporains, même chez Loyseau.

Or, les critères que l'on peut essayer d'utiliser soulèvent tous des objections ou ne résolvent qu'incomplètement une question aux aspects si divers. Surtout ces critères sont absolument insuffisants si l'on veut faire une distinction entre l'ancienne noblesse et la noblesse de fraîche date, composée principalement de bourgeois anoblis par les fonctions municipales.

On est tout d'abord tenté de chercher un critérium dans les titres décernés par les actes officiels ou authentiques : les insinuations, les minutes des notaires, etc., mais on s'aperçoit vite que cette méthode ne donne pas en fait de résultats satisfaisants. Le qualificatif de « noble » que l'on rencontre très souvent ne signifie rien : il serait absolument faux de considérer comme véritablement nobles toutes les personnes ainsi désignées : « De temps immé-

morial, les avocats et les médecins, les magistrats et, plus récemment, les notables négociants faisaient précéder leurs noms, professions ou offices par ce mot noble, lequel n'ayant plus dans cette circonscription aucune valeur nobiliaire, n'était qu'une expression honorable et courtoise » (15). On trouve ainsi de très nombreux exemples de bourgeois lyonnais qualifiés de nobles et, si certains d'entre eux pouvaient à la rigueur prétendre à la noblesse en vertu d'une très récente accession aux fonctions municipales anoblissantes, beaucoup d'autres n'y avaient aucun titre. Par exemple, dans les insinuations, on trouve de nombreuses appellations semblables à celles-ci : « noble homme M. M^e Hugues Brocquin docteur ès droicts » (16), ou bien encore : « noble et saige M. Jehan Richardon, docteur en la Faculté de Médecine » (17), « noble Jehan Henry, co-seigneur de Jarnioust... bourgeois de Lyon » (18). Ce titre de noble n'a donc en réalité aucune signification précise et n'a guère plus de valeur que ceux de « honorable homme » ou « honneste homme » que l'on rencontre aussi fréquemment.

Mais il existe un autre titre à l'attribution duquel il faut attacher beaucoup plus d'importance : c'est celui

(15) DE VALOUS, *Recherches des usurpateurs des titres de noblesse dans la généralité de Lyon*, 1696-1718, Lyon, 1882, p. 14.

(16) *Insin. Sénéch.*, vol. 105 (1593), f^o 216 (donation).

(17) *Id.*, vol. 134 (1608), f^o 245 (contrat de mariage).

(18) *Id.*, vol. 107 (1593), f^o 88 (testament). On trouve encore en 1602 un Henry, seigneur de Jarniost, marchand à Lyon. DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires* ... p. 51.

d'écuyer qui indique la noblesse d'une manière à peu près certaine. Néanmoins, il serait très dangereux de se servir de ce titre comme d'un critérium absolu, on serait alors amené à rejeter systématiquement hors de la noblesse des personnes qui doivent logiquement y figurer ; par exemple, dans les actes des différents notaires de Condrieu, Claude de Villars, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi ne porte jamais ce titre d'écuyer alors que sa charge aurait suffi à lui assurer la noblesse. En outre, nous trouvons certains personnages parfois appelés écuyers dans tels actes et non plus dans tels autres, de même nature cependant et passés à la même époque. Par exemple, ce titre est parfois attribué à Christophe Haranc de la Condamyne dans les actes passés chez le notaire Burlat, de Givors (19), mais il ne lui est pas décerné par le notaire Perret, de Condrieu (20). De même, Claude de Senneton, seigneur du Mont, porte ou ne porte pas ce titre selon que l'on prend en considération les actes du notaire Gotail (21), de Saint-Genis-Laval, ou les insinuations (22).

Quant aux titres pompeux de « hault et puissant seigneur », « illustre et puissant seigneur », aucune règle fixe ne préside à leur attribution.

Bien entendu, les noms à particule, la possession d'armoiries ne sont pas non plus des signes infaillibles de

(19) Par ex. 3 E 2.207, f° 240 (reconnaissance de dette), 1609.

(20) 3 E, 1.832, 1610.

(21) 3 E 8.727 et 8.728 en particulier.

(22) *Ins. Sénéch.*, vol. 105, f° 216.

noblesse. Inversement, le titre de bourgeois n'indique pas forcément que celui qui le porte ne fait pas partie de la noblesse (23) car ce titre ne s'applique pas aux membres d'une classe mais aux habitants d'une cité, bénéficiaires de privilèges concédés aux citoyens de celle-ci.

On ne peut donc pas trouver de critérium vraiment satisfaisant dans les titres décernés par les notaires ou même par les scribes de la Sénéchaussée. Ils fournissent cependant souvent de précieuses indications et, en particulier, marquent parfois d'une manière très significative l'ascension d'une famille vers la classe sociale supérieure.

La possession d'une seigneurie n'est pas une preuve irréfutable de noblesse (24), puisque le roturier qui achète un fief n'acquiert pas de ce fait la noblesse. C'est cependant parce qu'elles étaient depuis un certain nombre d'années propriétaires de terres nobles, que beaucoup de familles ont pu accéder peu à peu à la noblesse, aussi faut-il raisonnablement considérer la possession d'une seigneurie comme une présomption.

En définitive, on est amené à chercher un critérium entre nobles et non nobles dans la notion de « vivre noblement ». Vivre noblement, c'est vivre sur ses terres, sans exercer aucune activité mercantile et sans poursuivre aucun gain « vil et sordide » comme dit Loyseau, qui s'ex-

(23) DE VALOUS, *La famille de Chaponay*, p. 25 : « Nicolas de Chaponay, écuyer et bourgeois de Lyon (ces deux titres n'étaient plus incompatibles), seigneur de l'Île-Méan, Beauregard ... conseiller de ville en 1583 et 1588. »

(24) Voir DE VALOUS, *Recherches des usurpateurs des titres de noblesse* ..., p. 18.

prime ainsi, en parlant de la dérogeance : « Car c'est proprement le gain vil et sordide qui déroge à la noblesse, de laquelle le propre est de vivre de ses rentes quoy que ce soit de ne point vendre sa peine et son labeur » (25). Pour vivre noblement, il ne faut donc en principe exercer aucun métier, mais cependant certaines professions n'entraînent pas la dérogeance. « Et toutesfois, les juges, avocats, médecins et professeurs des sentences libérales ne dérogent point à la noblesse qu'ils ont d'ailleurs, ores qu'ils gagnent leur vie par le moyen de leur estat, pour ce que ce guain (oultre qu'il procède du travail de l'esprit et non de l'ouvrage des mains) est plustost honoraire que mercenaire » (26). Nous avons déjà vu le privilège en vertu duquel les échevins lyonnais ne perdaient pas leur noblesse en continuant à se livrer aux opérations de la banque et du commerce ; il y avait encore beaucoup d'autres exceptions de cette sorte, mais infiniment moins importantes (27).

Ces cas particuliers mis à part, le gentilhomme doit tirer toutes ses ressources de ses terres, par les rentes qu'elles lui procurent et par le labourage qui ne déroge point ; il doit en principe rester étranger à toute activité commerciale ou bancaire.

(25) LOYSEAU, *Des Ordres*, Lyon, 1701, ch. V, paragr. 107-108.

(26) LOYSEAU, pgr. 110.

(27) Par ex., d'après le bail affermant la douane de Lyon en 1601, les nobles qui s'associeront éventuellement avec le fermier, ne dérogeront point. PERMEZEL, *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, th. Lyon, 1935, p. 66

Cette notion de vivre noblement est peut-être finalement celle qui nous fournit le meilleur critérium pour distinguer les nobles des roturiers. En fait, on peut considérer comme nobles tous ceux qui vivent noblement, conformément à la définition de Loyseau. On objectera qu'on ne fait ainsi plus de différence entre la noblesse de vieille souche et la noblesse récente. Cette objection est évidemment très forte mais en pratique, on ne saurait cependant discuter indéfiniment sur la valeur des titres des anoblis de fraîche date et sur la légitimité de leurs prétentions ; il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue qu'à l'époque qui nous intéresse il reste fort peu de vieille noblesse féodale dans le Lyonnais, on est donc bien obligé d'admettre qu'en fait la nouvelle noblesse s'est en très grande partie substituée à elle.

CHAPITRE II

La propriété immobilière

Au Moyen-Age, la propriété foncière constituait la base fondamentale de toute fortune. A cette époque où la fortune mobilière n'existait pour ainsi dire pas, la propriété immobilière représentait la seule richesse. Aussi, les seigneurs féodaux, propriétaires de la presque totalité des terres, joignaient-ils à leur prestige politique une puissance économique incomparable.

Mais, depuis cette époque, la situation s'était très sensiblement modifiée et, à la suite d'une évolution qui s'était dessinée dès les derniers siècles du Moyen-Age, les richesses mobilières occupaient maintenant dans la vie économique une place qui n'était plus négligeable. En dépit de ces transformations, la propriété immobilière représente cependant toujours, à la fin du xvi^e siècle, la richesse la plus importante ; il ne saurait y avoir de contestation sérieuse à cet égard.

Cette propriété immobilière qui constitue traditionnellement la base primordiale de la fortune des anciennes familles nobles, se présente sous un double aspect. D'une

part, le gentilhomme détient la propriété directe d'une ou de plusieurs seigneuries ; d'autre part, il a la propriété pleine et entière de son château de famille, des terres avoisinantes et de quelques domaines plus ou moins étendus. Juridiquement ces deux formes de la propriété sont tout à fait distinctes l'une de l'autre et, économiquement, les revenus qu'elles procurent sont fort différents.

SECTION I LA PROPRIÉTÉ DIRECTE

La propriété directe est une survivance du régime féodal et reste très fortement marquée par cette origine. Elle s'exerce toujours à l'intérieur du cadre féodal, en dehors duquel on ne peut pas la concevoir. Aussi, la propriété directe avait-elle été très gravement atteinte par la décadence du système féodal et, à la suite d'une longue évolution, que nous n'avons pas à étudier ici mais dont les répercussions nous intéressent tout particulièrement, avait-elle perdu au profit de la propriété utile, une très grande partie de son importance.

Loyseau peut affirmer, en parlant de la propriété utile, que, bien qu'elle ne soit pas la plus noble, « c'est pourtant la plus véritable seigneurie ». Les droits du censitaire se sont en effet développés de telle sorte qu'il est devenu en pratique le véritable propriétaire de son héritage dont il ne peut plus être évincé arbitrairement et qu'il peut transmettre à ses enfants. Ce développement de la propriété utile s'est évidemment opéré au préjudice de la propriété

directe : celle-ci ne permet plus au seigneur que de percevoir des cens et servis et un certain nombre de redevances annexes.

Primitivement cette propriété seigneuriale était évidemment l'apanage exclusif des nobles et l'on serait tenté de penser qu'en raison de son caractère essentiellement féodal, cette propriété était demeurée intégralement entre les mains de la noblesse. En fait il n'en fut rien et, à la fin du xvr^e siècle, de nombreux roturiers se trouvent propriétaires de seigneuries et bénéficient de tous les droits qui y sont attachés. Nous reverrons ces acquisitions de fiefs par des roturiers mais l'on peut cependant dès maintenant citer quelques exemples : les Croppet qui n'étaient pas encore anoblis à la fin du règne d'Henri IV, sont seigneurs d'Irigny (1) ; dans les Insinuations de la Sénéchaussée, nous rencontrons de nombreuses dénominations telles que celles-ci : « noble Philippe Clapisson, sieur de Monteynard et de Laye, bourgeois de Lyon » (2), ou bien encore : « noble homme Anthoine de la Porte, sieur de Saint-Bernard et de la Place, bourgeois de Lyon » (3) ; nous voyons un notaire d'Oullins se rendre acquéreur des

(1) Ils étaient seigneurs d'Irigny, Varissan, barons de Bagnols et Marzé. STEYERT, dans *L'Armorial général du Lyonnais, Forez, Beaujolais* (Lyon, 1880, in-4°) donne cette famille comme anoblée seulement en 1615. DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires ...*, p. 36-37, indique que l'un de ses membres, Lambert Croppet, sieur de Saint-Romain demande des lettres de noblesse en 1610, à Louis XIII et en déduit qu'à cette date cette famille n'était pas noble.

(2) *Insin. Sénéch.*, vol. 102, f° 30 (donation).

(3) *Id.*, vol. 99, f° 6 (testament).

« cens, servis, laouds, mi-laouds et aultres droicts et devoirs seigneuriaux accoustumés » dépendant de la seigneurie de Charly (1599) (4).

On trouve de même de nombreux exemples de reconnaissance de droits seigneuriaux passées au profit de personnes non nobles mais devenues titulaires de seigneuries. Donc, malgré son caractère féodal très marqué, la propriété directe ne s'est pas maintenue intégralement entre les mains de la noblesse mais celle-ci se trouve, à la fin du xvr^e siècle, partiellement dépossédée.

Bien que la propriété seigneuriale ait incontestablement perdu beaucoup de son importance, elle procure cependant aux nobles des revenus qui représentent une fraction très appréciable de leurs ressources totales. Ces revenus se présentent sous une double forme : en premier lieu nous trouvons les cens et servis, en second lieu les droits seigneuriaux, redevances diverses que l'emphytéote devra verser dans certaines circonstances au seigneur direct dont il tient son héritage.

Cens et servis et droits seigneuriaux nous sont principalement connus par les reconnaissances. La reconnaissance est l'acte par lequel le censitaire déclare tenir sa terre de la directe d'un seigneur et en conséquence lui devoir annuellement certains cens et servis et être astreint à diverses obligations. Les reconnaissances sont à peu près toutes établies sur un modèle analogue et on y retrouve presque toujours les mêmes mentions : noms du censitaire et du propriétaire direct, seigneurie dont dépend

(4) 3 E 8.779. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

la terre, définition précise de l'héritage avec indication de ses dimensions, de ses confins, des cultures qu'on y pratique et éventuellement des constructions qu'on y a édifiées, parfois rappel des anciennes reconnaissances dont faisait antérieurement partie cet héritage ; énoncé des cens et servis dûs et des droits dont ils entraînent la perception, détermination des modalités de paiement, date de l'acte. Voici par exemple une reconnaissance extraite du terrier d'Epeysse (5) : « François Poncet dict Bérende, laboureur (6) de la paroisse de Cogny ... reconnoist et confesse tenir, porter et posséder de la directe, cens et servis, seigneurie et emphytéote perpétuelle de noble sieur Jehan Namy, escuyer, sieur de la Fourest et d'Espaisse, gentilhomme servant de la maison du Roy, et à cause de sa dicte maison noble et seigneuriale du dict Espaisse... Assavoir... soubs l'annuel et perpétuel cens et servis de 1 sol 9 deniers forts, 7 deniers obolle piete viennois, 1/2 bichet de froment, 3/4 bichet d'orge, 1/2 asnée vin bon et pur, le tout mesure du dict Montmélas, et 1/2 gelline, payable chascung an perpétuellement au dict sieur de la Fourest et à ses successeurs, entre les mains de leurs recepveurs ou commis, en sa dicte maison noble du dict Espaisse size au dict Cogny... Lequel annuel et perpétuel cens et servis sus-déclaré emportant laouds, vendes, renages et aultres droicts et debvoirs seigneuriaux à directe et seigneurie appartenant, syuvant et à la forme des no-

(5) Terrier d'Epeysse, E 1.916, f° 12 (1599).

(6) L'emphytéote tenancier d'un héritage est toujours désigné par ce terme, alors que l'ouvrier agricole qui loue son travail est appelé « affaneur ».

bles du pays de Beaujolmois qui est à rayson de 5 sols pour chascung franc... » Les reconnaissances devaient être renouvelées à chaque changement de seigneur ou de censitaire ; en outre, tous les censitaires étaient tenus de faire une nouvelle reconnaissance au moment où le seigneur procédait à la réfection de son terrier. Un terrier réunissait en effet les reconnaissances concernant tous les fonds dépendant d'une seigneurie. Le terrier d'une seigneurie ne pouvait être refait qu'après que le seigneur eût obtenu l'autorisation royale, autorisation accordée au moyen des lettres de renouvellement de terrier qui figuraient dans le préambule de chaque terrier.

Par exemple, le terrier de Pomey (vol. 14) débute par la reproduction de la lettre d'autorisation que le roi avait donnée à Benoist de Pomey (1609). Ces lettres royales désignaient le notaire chargé de procéder à la réfection du terrier : le terrier d'Epeysse commence ainsi : « C'est le terrier, censier et rentier des pentions, cens, rentes et servis portant laouds, vendis, rennages et aultres droicts seigneuriaux à directe et seigneurie appartenant à la forme des nobles de ce pays de Beaujolmois, appartenants à noble sieur Jehan Namy... à cause de sa maison noble du diet Espaisse... par moy Benoist Perrier notaire royal du bailliage de Masconnois et encore notaire autanticque et jurés des terres et juridictions de Montmelas et commissaire député par le Roy pour vacquer à la réfection et rénovation du présent terrier, ainsy qu'il appert par lettres patentes de sa Majesté, en forme de terrier cy-après insérées ... »

On trouve des reconnaissances émanant de nobles car,

bien entendu, lorsqu'un noble détenait un fonds dépendant de la directe d'un autre seigneur il devait faire une reconnaissance ; dans le terrier d'Epeysse nous trouvons une reconnaissance passée par « noble Jehan de Breignat, sieur de Chameyré » pour des fonds « aultresfois recognizeus par feu honneste M^e Claude de Vernay jadis notaire procureur de Cogny », pour lesquels il doit un cens annuel de 3 deniers viennois, 1/2 bichet et une coupe tiercée de froment¹ (mesure de Montmelas) (7).

Si l'on veut établir un parallèle entre la censive, tenure roturière, et le fief, tenure noble, la reconnaissance apparaît comme tout à fait comparable à la prestation de foi et hommage (8) que la féodalité avait instituée entre suzerain et vassal, bien que celle-ci n'entraînât que de très vagues obligations d'ordre politique ou moral qui ne correspondaient pratiquement plus à rien depuis la décadence du système féodal.

(7) E 1.916, f^o 416.

(8) On en retrouve encore des exemples au xvii^e siècle. Ainsi, après avoir acquis la justice haute et basse, des rentes et droits seigneuriaux, à Villié-en-Beaujolais, Jacques de Saint-Amour, seigneur de Fonterayne, prête « foy, hommage et serment de fidélité » à Henri de Bourbon, duc de Montpensier (1605). E 1.685.

CENS ET SERVIS

Dans toutes les reconnaissances, les tenanciers se déclarent redevables envers le propriétaire direct, de cens et servis. Que faut-il entendre par là ? Les cens et servis sont des redevances annuelles en échange desquelles le seigneur a abandonné la propriété utile de certaines de ses terres, et moyennant lesquelles le laboureur tient son héritage. Les termes dans lesquels sont rédigées les reconnaissances sont très clairs et ne laissent subsister aucun doute sur la nature juridique de ces cens et servis. Sur ce point on pourrait citer une infinité d'exemples : « Jean Rollin, marchand boucher à Saint-Just, au nom d'Anthoine et Gaspard Bayard enfants et héritiers de feu Claude Bayard... confesse *tenir et posséder* en emphytéose perpétuelle, de la directe, censive et servitude de noble Jehan de Raverie, seigneur de la Chault et de Vaize... à scavoir : leur maison haulte et basse avec un jardin joint ensemble... *soubs le cens et servis annuel et perpétuel* de 4 deniers fortz » (1607) (9).

En quoi consistent ces redevances dues par les emphytéotes ? On trouve tout d'abord des redevances en argent, exprimées selon les systèmes monétaires les plus divers et les plus archaïques. Dans le terrier de Pomey, on trouve des cens et servis exprimés en obolles, deniers et sous viennois (10), deniers et sous tournois, deniers et

(9) E 1.171.

(10) Par ex. terrier de Pomey, vol. 14, f° 530, dans la reconnaissance de noble Ponthus de Cyberand, 12 deniers

sous parisis (11), deniers forts (12). Parfois à l'intérieur d'une même reconnaissance on trouve deux systèmes monétaires différents ; ainsi par exemple dans le 2^e article de la reconnaissance de Jehan Gondard, laboureur du lieu de Chamalières, paroisse de Tarare (13), on trouve comme servis : 3 sous, 11 deniers et maille viennois et 4 deniers tournois. Dans le terrier d'Epeysse également, monnaie viennoise et monnaie tournois se trouvent concurremment. Dans les cens et servis dûs en la paroisse de Mardore (14) à Jehan de Foudras, seigneur de Coursenay, deniers tournois, viennois et parisis se côtoient de même.

A côté de ces redevances en argent, on trouve des redevances en nature. Ces redevances pouvaient porter sur tous les produits de la terre : blé, avoine, seigle, orge, se rencontrent très fréquemment et constituent la base de ces cens en nature mais on trouve aussi beaucoup d'autres marchandises : du vin (15), des noix (16), de

viennois « les 18 deniers viennois vallants 20 deniers tournois ».

(11) 1 sou parisis : 15 deniers tournois.

(12) Le denier fort équivalent à 2 deniers tournois : reconnaissance de Claudine Crozier, veuve de Pierre Raffin (Savigny), f^o 136.

(13) Terrier de Pomey, vol. 14, f^o 679.

(14) E 1.165 (1600-1601).

(15) En particulier dans le terrier d'Epeysse pour les paroisses de Cogny, Saint-Vincent-de-Reins, Saint-Bonnet du Troncy, etc.

(16) Par exemple, terrier d'Epeysse : recon. d'Etienne Pulion, labour. de Vault (f^o 504), de Philibert Perrin (f^o 545), de François Thomas (f^o 590), 1604.

l'huile (17), et même quelquefois des produits très rares et très recherchés tels le poivre (18). Très souvent les cens et servis concernent les produits de la basse-cour : gellines ou « poussins de gelline » et « conils » (lapins).

Les cens et servis sont exprimés au moyen des mesures les plus diverses, ce qui rend évidemment extrêmement difficile tout essai d'estimation et de conversion en mesures modernes (19). Dans le seul terrier de Pomey par exemple, on rencontre les mesures de Lay, d'Amplepuis, de Thizy et de Tarare. Bien souvent même le système de mesures n'est pas formellement indiqué et l'on en est réduit aux hypothèses.

Quelle est approximativement l'importance réelle de ces cens et servis qui constituent pour la noblesse une première série de revenus ? Cette question est entièrement dominée par un principe général : les cens et servis sont immuables. Les reconnaissances successives se répètent invariablement, leurs termes restent toujours identiques, sans que la moindre modification ne soit jamais apportée aux cens et servis fixés une fois pour toutes. Il en résulte que le laboureur du début du *xvii^e* siècle devait au seigneur exactement les mêmes redevances que celui du Moyen-Age.

Ce principe de l'immutabilité était très strictement respecté : lorsque, du fait d'une vente ou d'une succession,

(17) Par ex. E 1.695 : dénombrement de la rente du Sou.

(18) E 303. « Aveu et dénombrement des fonds possédés par François Sala .., au profit de noble Claude Camus. »

(19) Voir VIAL, *Les anciennes mesures du Lyonnais*, Lyon, 1920.

un héritage faisait l'objet d'un partage entre plusieurs censitaires, on procédait à l'« esgallation » des cens et servis grevant ces fonds entre les nouveaux tenanciers mais le montant total des redevances dues pour ces terres ne subissait pas de changement.

Cette stricte immutabilité explique l'emploi de systèmes monétaires archaïques comme le système viennois qui, sous Henri IV, était tombé en désuétude et n'était plus utilisé dans les transactions courantes. Les répartitions successives des redevances entraînèrent parfois de surprenantes divisions de servis : une reconnaissance du terrier d'Epeysse, par exemple (20), mentionne un servis annuel de $1/24$ de gelline ; dans le terrier de Pomey, on trouve (21) : $2/3$ de $1/3$ de gelline, etc.

A côté de ces conséquences de faible importance, l'immutabilité des cens et servis a des conséquences économiques extrêmement graves. Si l'immutabilité des redevances en nature n'a été en somme préjudiciable à aucune des deux parties — et encore pourrait-on faire des réserves à cet égard — il n'en alla pas de même pour les redevances en argent car la baisse du pouvoir d'achat de l'argent fit alors sentir son influence. Cette baisse fut considérable : M. Raveau estime (22) que le pouvoir d'achat de la livre tournois décrût, du règne de Charles VIII à 1600 dans la proportion de 5 à 1. Cette dépréciation devait

(20) E 1.916, f° 304.

(21) Terrier de Pomey, vol. 14, f° 724.

(22) RAVEAU, *L'Agriculture et les classes paysannes, les transformations de la propriété dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle*, Paris, 1926, p. 2.

infliger aux nobles le tort qu'un pareil phénomène cause inévitablement aux personnes vivant d'un revenu fixe.

L'évolution de la situation économique avait donc été préjudiciable au propriétaire direct et favorable à son emphytéote, le le laboureur, au sujet duquel M. Fagniez écrit (23) : « Débiteur de cens et rentes en argent, producteur agricole, c'est lui qui profitait de l'abaissement de la valeur monétaire et de l'élévation du prix des denrées ». Il est certain que, par ailleurs, bien des causes d'appauvrissement avaient pesé sur la situation des paysans et très largement contre-balancé cette source de profit, mais ceci est une tout autre question. Les cens et servis exprimés en argent ont donc perdu une grande partie de leur valeur réelle et les nobles ont éprouvé de ce fait d'importantes pertes. Au début du ^{xvii}^e siècle, nombre de servis ne représentent plus que des sommes insignifiantes qui apparaissent ridicules ou purement symboliques.

En ce qui concerne les redevances en nature, cette cause d'affaiblissement ne joue évidemment pas et le seigneur garde ses ressources intactes ; les nobles perçoivent ainsi d'appréciables quantités de produits agricoles car, pour une seigneurie importante, ces redevances représentent une grosse valeur. La « recepte des cens et servis deubs à noble Jehan de Foudras, seigneur de Coursenay, à cause de sa maison de Coursenay, commencée à lever à la

(23) FAGNIEZ, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, Paris, 1897, in-8, p. 45.

Saint-Martin de l'année 1601 » (24) donne : 27 bichets 1/2 de froment, 47 bichets de seigle, 152 raz d'avoine, 4 bichets 1 coupe d'orge, 43 gellines ; ce même personnage perçoit à Mardore plus de 39 bichets de froment et de 40 raz d'avoine, environ une vingtaine de poulets et une quinzaine de lapins. La mesure indiquée ici est la mesure de Thizy : le bichet de Thizy équivaut à 39 lit. 12 cl. (le raz, mesure employée uniquement pour l'avoine avait même capacité que le bichet). A la même époque (1601) le prix du bichet de froment au marché de Lyon était en moyenne de 30 sous (25), et il s'agissait alors du bichet de Lyon équivalent à 34 litres 27 cl. Le total des reconnaissances contenues dans le terrier de Pomey représente également d'importantes quantités de céréales et de nombreux poulets et lapins.

Il faut noter enfin — remarque qui pour les redevances en nature est d'une certaine importance — que les cens et servis sont portables. Le seigneur n'aura donc pas à se préoccuper de leur perception mais les paysans devront lui apporter à domicile les servis à la date indiquée (26).

Si rigoureux qu'il soit, le principe de l'immutabilité doit cependant s'effacer lorsque les paysans ruinés se trouvent dans l'incapacité de verser les cens prévus. L'appauvrissement des classes rurales, consécutivement

(24) E 1.165.

(25) Voir PERMEZEL, *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, appendice.

(26) Les cens et servis sont généralement payables à la Saint-Martin d'hiver (11 novembre).

aux guerres de Religion, affecte donc les ressources des nobles qui sont parfois amenés à diminuer les cens et servis. Un acte passé en 1600 chez un notaire de Saint-Romain-de-Popey (27) nous fournit un exemple extrêmement intéressant de ce cas. Deux laboureurs de Saint-Romain-de-Popey avaient, en 1574, passé une reconnaissance au profit de Bertrand d'Albon sieur de Saint-Forgeul, aux termes de laquelle ils lui devaient les cens et servis annuels de 20 bichets de froment, 24 bichets de seigle et 4 chapons, pour des maisons, granges et étables (28) et des prés ; ils s'acquittèrent régulièrement de ces redevances jusqu'en 1583. « Depuis laquelle année le dict desffunct sieur et ses successeurs en la dicte seigneurie de Saint-Fourgeul n'ont peu avoir payement des dicts droicts, en sorte qu'ils ont été contraints de faire saisir annuellement les fruicts des sus-dicts fonds sus-responsus et confinés... Le prix de la vente desquels fruicts n'a [pas] ou que peu satisfait au paiement de ce qu'est deub.. Lesquels fonds sont tombés en friches, les bastiments et mollins en ruynes de façon que à présent il ne se trouveroyt personne qui voulut accepter les dicts héritaiges, tellement que le dict sieur demeureroit toujours en arrière du payement de ses droicts deubs sur les dicts fonds. Au moyen de quoi, ayant par luy veu et esté veoir et visiter les dicts héritaiges et les ayant trouvé en pauvre estre, se seroit résollu le dict sieur de

(27) 3 E 1.016. Not. André Alboud à Saint-Romain-de-Popey.

(28) Au territoire du Jonchet, le long du chemin allant de Saint-Romain à Bully.

Saint-Forgeul modérer et faire proclamer par les paroisses circomvoysines qui voudroit asserviser, adrenter les dicts fonds ... » Ayant finalement trouvé des censitaires pour prendre ces fonds, Pierre d'Albon, l'actuel seigneur de Saint-Forgeul ramena les cens et servis « par modération irrévocable » à 15 bichets de froment, 15 bichets de seigle et 6 chapons. Ce texte nous donne ainsi un exemple frappant de la décadence de l'agriculture et de la ruine des paysans pendant la période troublée des guerres de Religion. La difficulté que le seigneur éprouve à trouver de nouveaux censitaires montre que les terres tombées en friches ne sont plus d'un rapport suffisant ; on pourrait aussi voir là un indice de la baisse du chiffre de la population (29) des campagnes à la fin du xvr^e siècle, mais il faut évidemment se garder de trop généraliser en partant d'un exemple limité. En tout cas — pour revenir à notre sujet précis — nous voyons que les circonstances économiques pouvaient contraindre les nobles à diminuer les cens, malgré l'immutabilité théorique de ceux-ci.

En conséquence encore de cet appauvrissement des classes paysannes, les servis étaient souvent versés avec des retards considérables. Nous trouvons de nombreuses traces des réclamations élevées par les nobles pour se

(29) M. Fagniez estime que pour toute la France la population rurale avait baissé de 3 millions au moins. *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 330.

(30) E1433. « Demande que fait par devant vous, M. le Seneschal de Lyon, noble homme Estienne de Ballarin, sieur et baron de Pollionay ... à l'encontre de André Puys ... laboureur de Saint-Geny-les-Olyères ».

faire payer leurs cens en retard : Etienne de Ballarin, baron de Pollionay réclame (30) les arrérages des cens et servis grevant plusieurs fonds situés à Saint-Genis-les-Ollières pour une période de 29 ans (31).

Parfois même, le laboureur est obligé de vendre une partie de son héritage pour payer ses servis en retard ; des laboureurs de Theizé vendent une terre « pour payer leurs debtes, mesme pour eulx acquieter envers Mgr le vicomte d'Yoing (32) des arrérages des servis qu'ils luy doibvent ... » (33) (1593). Enfin, lorsque le censitaire est dans l'impossibilité complète de payer et qu'aucun accord n'intervient, la solution prévue est le déguerpissement : le tenancier doit abandonner son héritage avec tous ses meubles.

Ainsi, on peut dire que deux causes générales concourent à diminuer la valeur réelle des cens et servis et par conséquent à réduire les revenus que la propriété directe fournit aux nobles. La plus importante est la baisse du pouvoir d'achat de l'argent ; la seconde est la ruine des classes rurales qui affaiblit indirectement les revenus que le seigneur tirait de ses terres puisque le laboureur est souvent incapable d'acquitter ses charges.

(31) On admettait qu'au-delà il y avait prescription.

(32) Oingt.

(33) 3 E 1.136, f° 96. Not. Giraudet à Theizé.

DROITS SEIGNEURIAUX

Accessoirement à ces cens et servis, le gentilhomme est bénéficiaire de toute une série de droits seigneuriaux. Ces droits sont très divers et varient généralement, non seulement d'une région à une autre mais même d'une seigneurie à une autre. Leurs origines féodales sont souvent très imprécises et ils ont subi au cours des siècles une évolution qui les a parfois complètement transformés. Mais nous n'avons pas à faire une étude complète des droits seigneuriaux, nous tenterons simplement, au moyen de quelques exemples, de nous faire une idée approximative de la valeur économique de ces droits et de l'importance des revenus qu'ils peuvent procurer.

Les droits seigneuriaux sont fixés dans les reconnaissances, aussi aurons-nous principalement recours aux actes de cette sorte. Ainsi, la toute première reconnaissance du terrier de Pomey (34), après l'énoncé des cens et servis, mentionne : « portant laods, ventes, reconnaissances et aultres droictz de la directe seigneurie, quand le ban y adviendra » selon les us et coutumes de la noblesse du Beaujolais et de la baronnie d'Amplepuis ; toutes les autres reconnaissances de ce terrier sont rédigées de façon analogue. Une reconnaissance, datée de 1599 (35) mentionne : « droits de lods, ventes et recognoissances, et par prélation retenir quand le cas le requiert et

(34) Reconnaissance de Claude de Sarthaulx, laboureur de Ronno.

(35) E 383. Reconnaissance passée au profit de Charles de Chaste.

bon semblera au dit seigneur, et avecq toutes les autres prééminences, droits et debvoirs seigneuriaux en quoy sont tenus les emphytéotes à leur seigneur direct ... » A côté des reconnaissances, nous pouvons également recueillir des renseignements relatifs aux droits seigneuriaux dans des actes de vente, des quittances, des obligations, etc.

Les lods étaient les droits de mutation que percevait le seigneur direct lorsqu'un de ses censitaires vendait un fonds et moyennant lesquels il investissait l'acheteur. Les mi-lods, dont le taux représentait la moitié de celui des lods, étaient les droits de succession que les héritiers du censitaire devaient verser en prenant possession du fonds. L'héritier n'était investi du fonds qu'après avoir payé ces droits ; l'acte par lequel M^e Pierre Bullioud, procureur du Roy en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon et seigneur d'Espignais reconnaît avoir reçu les mi-lods que lui devait une habitante de Saint-Genis-Laval, se termine ainsi : « le dict sieur Bullioud la investit retenant vray tenancière et possesseuresse d'icelluy ... » (36) (1591).

Les lods représentaient une fraction du prix de vente, la quotité dont l'acquéreur était ainsi redevable envers le seigneur était très variable : un quart, un sixième, un dixième, un douzième. Nous avons déjà vu une reconnaissance du terrier d'Epeysse, indiquant que « suyvant et à la forme des nobles du pays de Beaujollois », les lods étaient de 5 sous par franc. La vente (37), par Yllaire de

(36) 3 E 8.728. Not. Gotail à Saint-Genis-Laval.

(37) 3 E 8.780. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

Marçonney (veuve de Thomas de Gadagne) d'une terre sise à Saint-Genis-Laval nous apprend que les lods et les mi-lods dûs sur cette terre s'élevaient respectivement à un sixième et à un douzième.

On trouve un grand nombre de quittances de lods mais, malheureusement, le plus souvent elles n'indiquent pas la somme perçue et sont rédigées à peu près sur le modèle de celle-ci (38) : « Nous soubsigné Nicolas de Langes, confessons avoir eu et receu du dict nommé Christoffle André plain et entier payement du lods à nous deub à cause de l'acquisition par luy faicte du dict Estienne Platel, comme se mouvant, le fonds mentionné en ce contrat, de nostre chevance, seigneurie et directe de Cuyres, dont nous nous contentons et l'acquictons, l'investissant du dict fonds et le retenant pour vray tenementier et emphytéote d'icel-luy » (1605). Dans certains cas cependant les actes indiquent les sommes dues à raison des lods ; le mesureur du grenier à sel de la ville de Condrieu, qui a acheté moyennant 150 livres une terre située à Condrieu, verse 15 livres à titre de lods, au « rentier de la rente noble de la Bastie de Condrieu » (39), les lods se montaient donc au dixième du prix de vente. Laurent du Bourg reconnaît devoir au tuteur des enfants de feu noble Pierre Bullioud (40) 120 écus « pour cause des lods par le dict sieur du Bourg deubs aux hoirs de feu noble Pierre Bullioud pour

(38) E 28. Contrat de vente d'une maison et d'un jardin à Cuires, suivi de la quittance des lods.

(39) 3 E 1.724. Not. Grandjon à Condrieu (1609).

(40) Au sujet de cette famille, voir de Valous, *Les origines des familles consulaires* ... p. 26.

rayson des fonds par luy acquis » (41) (1601). Plusieurs textes prouvent que les lods étaient percevables lorsqu'il y avait échange, tout comme lorsqu'il y avait vente : Ainsi, Jacques des Gouttes de la Salle reconnaît avoir reçu les lods que lui devait un laboureur de Saint-Martin-en-Haut, devenu propriétaire, à la suite d'un échange d'une vigne sise à Courzieu (1593) (42). Un habitant de Genay (43) se reconnaît débiteur envers Alexandre de Gletteins de 4 écus d'or soleil pour lods et vendis consécutifs à un échange (1587) (44).

Le droit de lods s'accompagnait d'un droit fort intéressant : le retrait ou droit de prélation, en vertu duquel le seigneur avait, pendant un certain temps, la faculté de prendre à son propre compte le marché que son censitaire avait passé. Ce droit de retenue avait été institué pour les fiefs, de manière à ce que le seigneur puisse toujours éviter qu'un de ses fiefs tombât entre les mains d'un vassal qui lui déplût ; les nobles avaient voulu étendre ce privilège aux censives mais n'y avaient réussi qu'imparfaitement : « Le seigneur qui avait eu d'abord le droit de retenue ou de retrait, comme pour le fief, perdit ce privilège dans le droit commun, le retrait se présenta comme un avantage exceptionnel » (45). Les actes passés chez le

(41) 3 E 8.732. Not. Ennemond Gotail à Saint-Genis-Laval.

(42) 3 E 9.115. Not. Saunier à Yzeron.

(43) Genay, village du Franc-Lyonnais, actuellement situé dans le département de l'Ain (à 9 km. de Trévoux).

(44) 3 E 204. Not. Rey à Genay.

(45) ESMAN, *Histoire du Droit français*, 15^e édit., Paris, 1925, p. 214.

notaire Dominique Gauthier, de Vernaison, nous fournissent un exemple très caractéristique de ce droit de retrait (46) ; les parties en cause sont : « hault et puissant seigneur Messire Gaspard de Montagny, seigneur et baron du dict lieu, demandeur en droit de prélation » d'une part, et Odet Chareysieu et Jehan Biolond premiers acquéreurs, d'autre part : « Il [Gaspard de Montagny] doit estre subrogé au lieu et place des dicts Chareysieu et Biolond pour l'acquisition qu'ils ont faict des biens de feu noble Philippe Clappisson ». Ces biens comprenaient une maison avec étable et verchère au lieu de l'Orme, une vigne et une hermière à Millery, etc. « Tous lesquels fonds, meubles, bétail ... les dicts Chareysieu et Biolond vouloient d'iceulx jouyr en vertu de leur contract qui a esté la cause que le dict sieur baron de Montagny ait dressé sa requeste » (47). Gaspard de Montagny devra rembourser aux premiers acquéreurs le prix porté au contrat, soit 1.100 livres, plus les « loyaulx cousts » et les impenses (diverses réparations et 2 bichets 1/2 de blé employés en semences) estimés à 45 livres.

Ce droit de prélation permettait au seigneur de profiter de tout marché qui lui paraissait avantageux. Il complétait en outre le droit de lods car il rendait extrêmement dangereuse la fraude consistant à porter sur l'acte de vente un prix inférieur au prix réel, de manière à ne payer les lods que sur ce prix fictif.

(46) 3 E 9.070, f° 10. Not. Gauthier à Vernaison.

(47) Cet acte est du 19 janvier 1604, alors que le premier contrat date du 19 avril 1603.

A côté des lods, on trouve parfois des « introges » dont le seigneur exige le versement pour accenser une terre : « Noble Claude Gaspard, écuyer, seigneur du Sou ... asservise et bénévise, et à ce tiltre cède, quicte, remet ... A seavoir : une sienne vierre ou hermière size en la dicte paroisse de Gleisé ... Le présent asservissement faict pour et moyennant l'annuel et perpétuel servis de demy-bichet soille (48), mesure de Marzé, louds, mi-louds, vendts et aultres droicts et debvoirs seigneuriaux, et *moyennant les introges de 3 escus d'or sol.* » (49). L'usage des introges est d'ailleurs loin d'être général (50).

Nous avons vu que le censitaire devait faire une nouvelle reconnaissance chaque fois que l'une des parties changeait, à nouveau seigneur et à nouveau tenancier ; or, un droit seigneurial était inhérent à ces nouvelles reconnaissances. Généralement, les servis dûs pour l'année en cours étaient doublés. Voici à ce sujet les termes d'une des reconnaissances composant le terrier de Pomey (51) ; les cens et servis se montent à 6 sous 3 deniers viennois entraînant la perception de divers droits seigneuriaux et notamment : « recognoissance à mutation de nouveau seigneur nouveau tenancier de père à fils ou fille et de fils

(48) Seigle.

(49) 3 E. 1.487, f° 48. Not. Gros au Bois d'Oingt.

(50) On peut en une certaine mesure rapprocher les introges des « estrennes » que l'acheteur remettait au vendeur en plus du prix de vente (voir par ex. 1.700).

(51) Terrier de Pomey, vol. 14, f° 169. Recon. de Philibert Vacheron.

et fille à père, double servys, et aultres droicts de directe seigneurie quand le ban y adviendra ».

Nous voyons d'autre part Anne de Gadagne, femme de Pierre d'Albon, seigneur de Saint-Forgeul, donner quittance à M^e Alboud, notaire à Saint-Romain-de-Popey, de 210 livres tournois, somme « en laquelle le dict Alboud estoit tenu et obligé par obligations, l'une pour la reconnaissance de nouveau seigneur et double servys ... et l'autre pour accord des arréraiges des servis » (1609) (52).

Parmi les droits seigneuriaux, les corvées permettaient au seigneur de faire travailler pour son compte, un certain nombre de jours par an, les paysans habitant sur ses terres. Ces corvées, tout en constituant pour les redevables un dérangement fort désagréable, ne fournissaient cependant pas aux nobles des ressources vraiment appréciables ; elles paraissent fort lourdes aux paysans qui y sont assujettis et sont économiquement peu profitables aux nobles qui en sont les bénéficiaires. Tantôt le paysan devait travailler absolument gratuitement, tantôt le seigneur devait lui fournir sa nourriture mais dans tous les cas le redevable ne touchait pas de rémunération.

Le droit de guet et garde constituait l'une des plus importantes de ces corvées. Il était resté, par endroits, assez vivace, en raison des troubles consécutifs aux guerres de Religion, troubles qui se prolongèrent pendant une bonne partie du règne d'Henri IV. On trouve d'assez nombreux textes relatifs à ce droit. Le guet et la garde figurent

(52) 3 E 1.016. Not. Alboud à Saint-Romain-de-Popey.

parmi les droits inhérents à la seigneurie de Thizy (53). Les habitants de Villié reconnaissent, en 1594, devoir le droit de guet et de garde et quelques droits accessoires au château de Fonterayne : « Lesquels habitants, tous d'une mesme voix, ont respondu qu'à la vérité ils ne sont ignorans du dict droict de guet et garde, fortifications et réparations (54) par eulx deubs au dict chastel de Fontcrayne ... » (55). Ce droit doit leur paraître fort lourd car ils en demandent un allègement ; il sera pourtant aggravé, en 1602, par un arrêt du Parlement (56) aux termes duquel, en cas de nécessité, les habitants de Villié pourront être appelés à assurer le guet au château de la Butinière tout aussi bien qu'au château de Fonterayne. Parfois aussi le droit de guet et garde s'est transformé en une redevance fixe. Pareil aux autres corvées et à beaucoup d'autres droits féodaux, le droit de guet et garde est économiquement peu avantageux pour le seigneur et soulève des réclamations de la part des paysans pour lesquels il constitue souvent une lourde charge.

A côté de ce droit de guet et garde, le seigneur peut être bénéficiaire des corvées les plus diverses. Par exemple, à la suite de la reconnaissance qu'il passe pour « un

(53) Copie du contrat de vente : E 260.

(54) Droit en vertu duquel les habitants devaient gratuitement fournir des corvées pour l'entretien du château et l'exécution des réparations nécessaires.

(55) E 1.681 (1594). Pour la même année, on trouve le procès-verbal d'une revue des hommes de Villié qui se sont assemblés « à cause des troubles de guerre qui règnent présentement en ce pays ».

(56) E 1.682.

sien moulin à bled, baptoir à chanvre, maison, grange, estable, cour, pressoir, bief, jardin, chenevier ... », le meunier de Bioland, paroisse d'Amplepuis, s'engage à moulinde gratuitement tous les grains (blé, seigle, orge ou avoine) du seigneur, sans prélever le moindre salaire ou bénéfice (57).

Les dîmes pouvaient accroître dans de notables proportions, les revenus que le seigneur tirait de ses droits seigneuriaux. Les dîmes seigneuriales, dont le taux était extrêmement variable, pouvaient concerner les produits de la terre les plus divers. François de Rébé, agissant comme tuteur de ses neveux, vend en 1613 : « la dixme appelée de Miolands, des bled-froment, seigle, orge, avoyne, sarrasin et de toute aultre chose dixmable » (58). Il ressort d'un acte passé en 1591 à Villefranche (59) qu'en 1583, noble Claude Bourbon, seigneur de Saint-Fonds et Lymas avait affermé pour une période de 9 ans, à un laboureur de Chervinges, les dîmes de blé et de vin de cette paroisse, moyennant la somme de 21 livres par an. Une telle opération n'avait rien d'exceptionnel : beaucoup de bénéficiaires de droits seigneuriaux les affermaient ainsi moyennant une redevance annuelle fixée à l'avance.

Les nobles pouvaient encore tirer des revenus des banalités et des différents autres privilèges du même ordre. Ainsi, pour citer un exemple entre beaucoup d'autres, la

(57) Terrier de Pomey, f° 78 (1612).

(58) Copie du contrat de vente, insérée dans le terrier de Pomey, vol. 14, f°s 233-234.

(59) 3 E 1.232. Not. Guipier à Villefranche.

possession de colombiers était souvent réservée au seul seigneur sur l'étendue de ses terres et les laboureurs désireux d'en construire un pour leur compte personnel, devaient obtenir une autorisation qui ne leur était accordée que moyennant finances ; ainsi, la vicomtesse d'Oingt donne, en 1592, cette autorisation moyennant 3 écus sans compter le servis annuel qui sera imposé sur ce colom-bier, servis qui est fixé à 2 pigeons (60).

Les droits seigneuriaux comportaient également des droits de péage, divers droits perçus à l'occasion des marchés, etc. Dans la vente de la châtellenie de Thizy, parmi les droits seigneuriaux cédés, se trouvent indiqués : « péage, marchés, leydes, foyres, banchages ... » (61). Les foires donnaient lieu à la perception de nombreux droits aussi une valeur marchande était-elle attachée au privilège en vertu duquel une foire avait pu être créée sur les terres d'un seigneur. Des lettres-patentes d'Henri III, obtenues par Théode de Marzé, avaient permis la création de trois foires annuelles au lieu de la Chassaigne (62) ; quand Claude de Marzé son fils vendit la seigneurie de la Chassaigne, parmi les droits seigneuriaux cédés figure : « le privilège des trois foyres qu'il a pleu à Sa Majesté permettre estre tenues au dict lieu de la Chassaigne chascun an, aux jours portés par les lettres-patentes de Sa Majesté du moys d'octobre 1579 » (63).

(60) 3 E 1.137, f° 134. Not. Giraudet à Theizé.

(61) E 260.

(62) E 46.

(63) E 40. Contrat de vente de la seigneurie de la Chassaigne (1585).

Parmi les droits seigneuriaux, les droits de chasse tiennent une place importante car les gentilshommes se montraient généralement très ombrageux sur ce sujet et très jaloux de leurs prérogatives. La chasse reçut d'ailleurs une nouvelle réglementation sous Henri IV (64) ; les droits des nobles étaient expressément confirmés et la chasse demeurait interdite aux roturiers mais ces droits étaient tempérés par des restrictions établies en vue de protéger les récoltes. Ces droits de chasse ne paraissent cependant pas devoir augmenter beaucoup les revenus des nobles car, droits strictement personnels, ils ne pouvaient pas être affermés (65). Ces droits sont vendus avec la seigneurie : ils sont mentionnés par exemple dans la vente des seigneuries de Renechal et de Chevagny-le-Lombard (66).

Les droits de pêche appartenaient totalement aux seigneurs pour les rivières non navigables et les étangs ; ils étaient très fréquemment affermés.

On peut encore citer de nombreux autres droits seigneuriaux : le droit de leyde perçu sur les marchandises apportées aux foires et marchés et sur les bestiaux, différents péages, etc.

Les justices seigneuriales constituent indirectement une source de revenus pour les nobles, par la perception des amendes infligées (67). En outre, les justices seigneu-

(64) Principalement : édit de 1601, Fontanon, II, p. 337.

(65) Voir MARION, *Dictionnaire des Institutions*, Chasse, p. 87.

(66) E 260.

(67) A la vérité, il est difficile de trouver suffisamment de textes pour se faire une idée précise de l'importance de ces ressources à cette époque.

riales étaient généralement compétentes pour les litiges relatifs aux droits seigneuriaux, ce qui avantagait évidemment beaucoup le seigneur. En tout cas, ces droits de justice, malgré la décadence qu'ils connaissent, ont une valeur marchande et sont vendus avec les seigneuries auxquelles ils sont attachés. Dans les ventes passées par François de Rébé à Benoist de Pomey, on trouve : « la justice haulte, moyenne et basse ... sur tous et chascung les hommes, maisons, possessions ... institution et destitution d'officiers » sur des terres situées à Amplepuis, à Ronno et aux Sauvages (68) (1613). Des expressions analogues se retrouvent dans la vente de la seigneurie de Thizy (69) : « ... la chastellenye, terre et seigneurie de Thisi en Beaujollois, consistant en tous droicts de justice, haulte, moyenne et basse, création, institution et destitution d'officiers ». La vente de la seigneurie de la Chassaigne (70) est également faite « avec les fonds, fruitz, droits, prééminence, prérogative, appartenance et dépendance de la dicte seigneurie et tout ce qui en dépend, avec toute puissance et autorité de destituer les officiers de la justice du dict lieu ... » On pourrait encore citer bien des exemples analogues.

Malgré la disparition progressive du système féodal, de nombreux droits seigneuriaux sont restés très vivaces et, grâce à eux la propriété directe fournit encore aux nobles des ressources appréciables, surtout du fait des redevances en nature.

(68) Terrier de Pomey, vol. 14, f° 217.

(69) E 260.

(70) E 40.



La propriété seigneuriale connaît cependant, à la fin du xvi^e siècle, une décadence extrêmement marquée. A cet égard, un fait est particulièrement caractéristique et mérite d'être signalé : pour de très nombreuses terres, on ignore maintenant quels cens et servis sont dûs et à qui ils sont dûs. Les contrats de vente nous fournissent d'innombrables exemples de cens et servis ainsi tombés en complète désuétude. Un laboureur de Pommiers vend à un affaneur de Villefranche une vigne située à Pommiers « à la charge du seul et simple servis que se trouvera estre deub sur la dicte vigne sus-vendue, au seigneur direct duquelle (*sic*) se trouvera mouvante que le dict vendeur a dict ignorer » (71) (1592). De même dans la vente d'une hermière, passée en 1589 chez un notaire de l'Arbresle (72), on trouve cette mention : « à la charge du seul et simple servis deub sur icelle hermière, au seigneur direct de quy elle se trouvera mouvoir, la quantité duquel ny de quy les dicts vendeurs ignorent ». De même encore, à Vaugneray, la vente d'un pré est faite : « à la charge du seul et simple servis deub sur icelluy au seigneur ou seigneurs dont il se trouvera mouvoir, ignorant la dicte venderesse quels servys il y a ny à qui ils sont deubs » (73) (1608). On trouve encore de très nombreux exemples analogues à Saint-Cyr-au-Mont

(71) 3 E 1.232. Not. Guipier à Villefranche.

(72) 3 E 1.481, f^o 297. Not. Demasso à l'Arbresle.

(73) 3 E 9.119. Not. Saunier à Yzeron.

d'Or (74), à Grigny (75), à Givors (76), à Genay (77), etc. Parfois on mentionne bien le seigneur dont dépend la terre qui fait l'objet de la transaction mais, le vendeur déclare ignorer le montant des servis qui lui sont dûs ; il en est ainsi dans la vente d'une importante vigne (le prix est de 435 écus) sise à Saint-Genis-Laval : « A la charge du seul simple cens et servis qu'annuellement se trouvera estre deub au sieur de Beauregard, la quantité duquel le dict vendeur dict ignorer » (78) (1602).

Tout ceci marque nettement la décadence de la propriété seigneuriale et même celle du système féodal tout entier puisque, pour ces nombreuses terres dont on ne connaît plus maintenant le propriétaire direct, l'adage « pas de terre sans seigneur » se trouve démenti.

Il n'en reste pas moins vrai que la propriété directe et les droits qui lui sont attachés représentent une valeur marchande qui est parfois considérable et constituent un capital fort appréciable. Les contrats de vente de seigneuries et de rentes nobles en témoignent largement.

La rente noble de la Chaize, consistant en 50 sous lyonnais, 20 bichets de froment, 10 bichets de seigle, 50 bichets d'orge et 12 ras d'avoine est vendue 500 écus en 1593 (79). Jean Arod, écuyer, seigneur de Montmélas, vend en 1591, à Claude Gaspar¹ seigneur du Sou, les justices

(74) Not. Torret.

(75) Not. Delafont.

(76) Not. Michallon.

(77) Not. Rey.

(78) 3 E 8.780. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

(79) E 1.527.

haute, moyenne et basse, leurs servis et rentes en la paroisse de Lacenas et différents autres servis pour la somme de 900 écus (80). L'année suivante, une rente « size près de Villefranche, pays de Beaujolais et en Lyonnois, vulgairement appelée la rente de Cogny et de la Bessée, consistant icelle rente en cens, servis et droictz seigneuriaux, portant droictz de directe, laods, vendz ... » fut vendue à ce même Claude-Gaspard du Sou pour 333 écus $1/3$ (soit : 1.000 livres) (81). Parmi les nombreuses acquisitions opérées par Michel de Testenoyre à Saint-Christophe-la-Montagne, en Beaujolais, nous trouvons, en 1599 : « l'annuel et perpétuel cens et servis et rente pourtants louds, vents et aultres droicts et debvoirs seigneuriaux à directe seigneurie appartenans, de 30 sols 9 deniers tournois, 20 bichets de froment, 6 raz d'avoyne, mesure de Beaujeu (82) et 6 poulles », pour 58 écus (83) (le vendeur était Jacques de Vienne, seigneur de Ruffey, baron d'Antigny).

Donc, la propriété directe, première forme de la propriété immobilière de la noblesse, a connu une indiscutable décadence qui a eu tout naturellement de fortes répercussions sur la situation de fortune des gentilshommes mais conserve cependant une valeur très appréciable.

(80) E 1.699.

(81) E 1.700.

(82) Dans le système de Beaujeu, le bichet vaut environ 36 à 37 litres.

(83) E 2.165.

SECTION II

LA PROPRIÉTÉ COMPLETE

La propriété immobilière de la noblesse ne se limite pas à cette propriété directe, survivance féodale qui apparaît quelque peu anachronique au début du xvii^e siècle. Les nobles ont encore la propriété pleine et entière de nombreux domaines ; il ne s'agit plus alors d'un simple droit éminent sur les terres mais d'une véritable propriété, au sens moderne du terme, sans restrictions ni limites et pour laquelle la traditionnelle distinction entre propriété directe et propriété utile n'intervient plus. La noblesse possède ainsi, sans restrictions, des châteaux et des domaines : champs, bois, vignes, etc. qui étaient à l'origine groupés autour du château mais qui sont parfois maintenant très dispersés.

Ces domaines sont, pour l'ancienne noblesse tout au moins, uniquement ruraux. En France, la noblesse vivait en effet essentiellement dans les campagnes ; elle conservait même en général un certain mépris envers les villes et leurs bourgeois et gardait de la rancune à l'égard de ces cités toujours promptes à s'insurger contre le système féodal et à se débarrasser des droits seigneuriaux, comme le dit M. de Vaissière : « La vérité, c'est qu'à cette passion pour la vie rurale, se mêle un autre sentiment qui apparaît très vif encore au xvi^e siècle, je veux parler du sentiment d'hostilité, de mépris et de dédain que garde

la noblesse à l'égard des villes » (1). L'ancienne noblesse avait donc des domaines essentiellement campagnards et la nouvelle noblesse, qui, elle, s'était enrichie dans les villes où elle était propriétaire d'immeubles, avait une tendance très nette à se rendre maîtresse de terres et de seigneuries dans les campagnes.

On peut chercher un exemple de domaine rural d'un gentilhomme dans « l'aveu et dénombrement » présenté en 1601 au bailli de Villefranche par Michel de Testenoyre, sieur du Bacot (2) ; on y trouve : « la maison forte flanquée de deux tours », entourée d'un jardin, d'un verger, d'un moulin, de bois de haute futaie, de taillis et de garennes « contenant en jardin et verger la semence de 1 bicherée (3) et en prés l'assiette de 15 charrées de foin ou environ », une métairie : maison, cour, jardin, pré, bois, verchères, etc., représentant la semence de 10 mesures (4) de froment, 30 mesures de seigle, 12 mesures d'avoine et, en prés, l'assiette de 12 charrées de foin ; un autre domaine — également situé dans les environs immédiats de la maison-forte — dont la composition est à peu près identique à celle du précédent et où l'on peut semer « par communes années » 8 mesures de froment, 25 mesures de seigle, 8 mesures d'avoine, et des prés

(1) DE VAISSIERE, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, Paris, 1903, p. 21.

(2) E 2.171.

(3) Dans les systèmes de Beaujeu et de Monsols, très vraisemblablement employés ici, la bicherée équivaut environ à 1580 mètres carrés.

(4) La mesure équivaut à 1/2 bicherée.

(10 charrées de foin). Tous ces fonds sont situés dans la paroisse de Saint-Christophe-la-Montagne en Beaujolais (5). Claude de Paulat, sieur de la Tour, procédant à un échange (6), abandonne une partie de ses domaines : une maison sise à Oullins et appelée : la « Maison-Blanche ou de Montpensier, consistant en deux corps d'hostel et puits entre eulx, grange et étable, collombier ... joute le chemin tendant de Givors à Pierre-Bénite » et plusieurs terres avoisinantes : une terre et une vigne d'une superficie de 40 bicherées à la mesure de Lyon (7) et 6 hommées (8) de vigne, une autre terre de 8 bicherées, des bois et des garennes (20 bicherées), etc. (1597).

Autrefois les nobles parvenaient à faire cultiver leurs domaines à peu près gratuitement, au moyen des corvées, mais ceci est devenu pratiquement impossible depuis que les corvées sont tombées partiellement en désuétude ou ont été rachetées moyennant des redevances annuelles. Maintenant les nobles se réservent encore parfois l'exploitation de leurs terres mais, dans la majorité des cas, ils les afferment.

Il ne s'agit plus alors de contrats d'emphytéose avec des redevances immuables, mais de baux de durée limitée

(5) « Et est à considérer que les héritages constitués et assis en la paroisse de Saint-Christophe-la-Montagne, paroisse estant assise en pays de montagnes froides, pays maigre et infertile, de peu de rapport à cause des froidures, neiges, tempestes qui la plus part du temps gastent et pourrissent les bleds y estant ensemencés. »

(6) 3 E 1.139, f° 1. Not. Giraudet à Theizé.

(7) Bicherée de Lyon : 1293 m. carrés.

(8) Hommée : 430 m. carrés environ.

dans lesquels le propriétaire exige ou une fraction des revenus ou une certaine somme. Juridiquement, ces contrats sont entièrement différents de ceux auxquels donnaient lieu les relations entre propriétaire direct et propriétaire utile et, économiquement, ils sont beaucoup plus avantageux pour le noble qui se trouve alors dans la situation normale d'un bailleur.

Une première série d'exemples nous montrent les nobles louant leurs terres moyennant des redevances fixes (mais, bien entendu, pour une durée limitée). Yllaire de Marconney, veuve de Thomas de Gadagne, loue à un laboureur de Saint-Genis-Laval des bois et taillis, situés au territoire de la Chairetière et compris dans les dépendances du château de Beauregard, pour 3 ans, moyennant la somme de 20 écus pour les 3 ans (1602) (9). La même personne « accense, baille et remet » (10) à un meunier de Saint-Genis-Laval le moulin de la Trézorière, pour 3 ans, moyennant 60 écus et une douzaine de « chapons de gellines » (1599).

Marc-Antoine Camus afferme à trois laboureurs du Perron « la coupe des brotheaux (11) deppendant de la maison du Perron ... situés dans le fleuve du Rosne » (1607), pour trois ans et trois coupes de bois, moyennant un loyer annuel de 240 livres tournois (12).

Les redevances sont parfois uniquement exprimées en nature : noble Etienne de la Roche, conseiller du Roi,

(9) 3 E 8.733. Not. Gotail à Saint-Genis-Laval.

(10) 3 E 8.779. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

(11) Ce terme désigne toujours des îles.

(12) 3 E 8.781. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

lieutenant général civil et criminel au pays et bailliage de Beaujolais, et sa femme, accensent et amodient un moulin établi à Anse, pour une durée de trois ans, moyennant, pour chaque année : 6 asnées bled-froment et 10 asnées bled-blondée (mesure d'Anse [13]) et l'obligation de mou-dre gratuitement leurs grains (14) (1602).

Les actes des notaires de Condrieu nous montrent que les Villars « appensionnaient » fréquemment des terres moyennant des redevances annuelles fixes. Dans la même région, nous voyons Etienne Guilliot, sieur du Rozay, appensionner une terre de 5 coupparées moyennant une redevance annuelle de 19 sous 6 deniers tournois (15), alors que, la même année — 1595 — et dans la même région, une terre de superficie équivalente était vendue 6 écus (16), c'est-à-dire environ 18 fois et demi le montant du loyer annuel. Claude de Villars appensionne en 1608 une terre de 12 métairées, sise à Chavanay, pour 24 livres 10 sous par an (17) ; l'année suivante il vendait une terre de 3 métairées située à Condrieu pour 150 livres (18).

Mais souvent aussi on rencontre des contrats d'un type tout différent : le propriétaire cède la terre à un métayer moyennant une fraction des récoltes qu'elle produira. Par exemple, Claude de Senneton, écuyer, et Hugues Broc-

(13) L'asnée vaut généralement 6 bichets ; le bichet d'Anse vaut environ 25 lit. 1/2.

(14) 3 E 1.233. Not. Guipier à Villefranche.

(15) 3 E 1.694, f° 138. Not. Couste à Condrieu.

(16) 3 E 1.694, f° 22.

(17) 3 E 1.723, f° 335. Not. Grandjon à Condrieu.

(18) 3 E 1.724, f° 89. Not. Grandjon à Condrieu.

quin « baillent à faire labourer et cultiver à moytié fruits à tiltre de grangeage » les vignes, terres et bois qu'ils possèdent à Irigny, pour une durée de trois ans (1594) (19). Allin de Vauze, écuyer, et Loyse du Bled sa femme donnent semblablement en grangeage à moitié fruits, à deux habitants d'Oullins, leurs terres sises au lieu du Perron (1606) (20). Claude Bourbon, seigneur de Saint-Fons et Lymas loue dans les mêmes conditions (moitié fruits) un domaine situé à Arnas, pour six ans (1585) (21). C'est également un « bail à moytié fruits et grangeage » que conclut avec un habitant de Longes, Pierre Palmier, seigneur de la Bastie-Montgascon (1610) (22). Dans les mêmes conditions, Richard de Serracin « conseiller du Roy et visitant général de ses gabelles en la ville de Lyon, pays de Lyonnais, Forest, Beaujollois, Masconnoys » loue des terres qu'il possède à la Rajasse (1592) (23).

On trouve aussi quelquefois des contrats dont la nature juridique est beaucoup moins nettement déterminée et où un grangeage vient se combiner avec des cens et servis : « Noble Prospert de Bachod, escuyer, seigneur de la Forest ... asservise, abénévise et baille à planter à quart de tous fruits ... [à un laboureur de Saint-Laurent-d'Oingt] ... ung vierre aultresfoys es vignes siz au lieu des Chapponières, parroisse de Saint-Laurent-d'Oingt ... sous l'annuel et perpétuel cens et servis de 15 deniers tournois pourtant

(19) 3 E 8.729. Not. Gotail à Saint-Genis-Laval.

(20) 3 E 8.781. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

(21) E 221.

(22) 3 E 2.319. Not. Chazotier à Grigny.

(23) 3 E 8.728. Not. Gotail à Saint-Genis-Laval.

londs et vends et aultres droicts et debvoirs seigneuriaux sellon l'usage et coustume observé en la baronnye et viscomté d'Yoing ... [et moyennant] la quarte partie de tous les fruiets croissants et provenants chascun an au dict fonds » (24) (1606). Cet acte fait partie de toute une série de contrats analogues que Prosper de Bachod passa à la même époque (25). Sur ces contrats on peut faire deux remarques. En premier lieu, on s'aperçoit que la terre est louée à quart de tous fruits et non plus à moitié, on peut supposer que ces fonds étaient tombés en friches et que le propriétaire faisait des conditions avantageuses pour attirer néanmoins les cultivateurs. En second lieu, Prosper de Bachod stipule que les terres qu'il abénévise seront transformées en vignes. Ce fait est particulièrement intéressant et pourrait constituer un argument tendant à prouver que, dans notre région, sous Henri IV, il y eut vraiment une renaissance agricole, d'autant plus que beaucoup des terres en question avaient précédemment été des vignes puis étaient tombées en friches et étaient devenues des hermières ou des vierres.

Certains de ces contrats contiennent des stipulations assez précises sur la façon dont le granger devra cultiver la terre qui lui est confiée ; par exemple, pour son domaine d'Arnas, Claude Bourbon spécifie que ses grangers « feront leur résidence en la diete grange, pour plus commodément faire le labourage d'icelle » (25*). Parmi les con-

(24) 3 E 1.488, f° 39. Not. Gros au Bois-d'Oingt.

(25) Voir également 3 E 1.488.

(25*) E 221.

ditions auxquelles noble homme François Canallary loue (25**) à moitié de tous fruits ses vignes, jardins, vergers et prés, on relève celles-ci : cultiver les vignes, faire faire les vendanges en temps opportun, amasser les noix et les amandes, etc... Le plus souvent ces contrats contiennent une clause de style, prescrivant d'une manière générale au laboureur, de se conduire en bon père de famille, sans donner de détails très précis sur la culture.

Les produits de la terre que perçoivent les nobles, sont en grande partie absorbés par la consommation domestique car la vie sur le domaine, en économie fermée, reste pour nombre de familles nobles un idéal dont il faut s'écarter le moins possible. Le commerce des produits agricoles provenant de ces domaines est cependant assez actif. On trouve de nombreux exemples de nobles vendant les excédents de leurs récoltes, car ce commerce ne déroge évidemment pas puisque la noblesse doit vivre sur ses terres.

Dans un acte de vente passé au profit de Claude de Villars, l'exposé des raisons qui motivèrent la vente nous apprend que le vendeur, un laboureur de Chavanay, devait à de Villars 125 écus, représentant le total de quatre obligations contractées au cours des années 1600 et 1601 ; la première étant de 50 écus et 20 bichets de blé-seigle, la deuxième de 3 écus 25 sous, la troisième de 10 bichets et demi de blé-seigle et la quatrième de 22 écus et 86 bichets de blé-seigle. Sur les 125 écus, les céréales four-

(25**) 3 E 9.070, f° 70. Not. Gauthier à Vernaison. Ce bail est conclu pour la période 1604-1608.

nies par de Villars — au total 116 bichets $1/2$ de seigle — représentaient donc 49 écus 35 sous (26). A l'autre extrémité de notre région, à Saint-Christophe-la-Montagne, Jehan de Testenoyre, sieur du Bacot achetait des prés dans des conditions analogues (27) : les vendeurs lui devaient, entre autres, 8 mesures (28) de seigle et 9 mesures de froment (mesure de Beaujeu) estimées 20 sous la mesure de froment et 16 sous la mesure de seigle (1610). Plusieurs habitants de Genay et de Lausanne se reconnaissent débiteurs d'Alexandre de Gletteins, en raison des ventes de blé qu'il leur a faites (29). On trouve aussi des exemples de nobles vendant le bétail de leurs domaines : un laboureur de Saint-Romain-de-Popey doit à Claude Damaze, écuyer, sieur de Comballande, habitant Savigny, 25 livres tournois, en raison de la vente d'une vache (30).

Inversement, on assiste à quelques achats par des nobles de denrées agricoles et de bestiaux. A Theizé, Claude de Paulat vend un pré pour 100 écus « heus et receus par le dict sieur vendeur du dict de Lacolonge achepteur, tant en 40 escus sol. ce jourd'hui, avant la passation des présentes, que 60 escus en la vente et realle délivrance que aussy ce jourd'hui faicte le dict de Lacolonge de 20

(26) 3 E 1.721, f° 93. Not. Grandjon à Condrieu (1602).

(27) E 2.166.

(28) La mesure vaut $1/2$ bichet.

(29) 3 E 205 et 206. Not. Rey à Genay. Par ex. : Florys Buryer laboureur de Lausanne doit 4 écus 10 sols « à cause de la vente à lui faicte d'une quantité de bled-froment » : 3 E 205, f° 278 (1590).

(30) 3 E 1.016. Not. Alboud à Saint-Romain-de-Popey.

(31) Ecus soleil.

asnées de vin claret, bon et pur » (1593) (32). Ces achats dans lesquels une partie du prix est versée en marchandises sont assez fréquents en raison de la pénurie des espèces. Christophe Haranc de la Condamyne doit à un habitant de Loire 85 livres 10 sous tournois pour la vente de « deux bœufs harables » et 69 livres pour celle d'une vache (33).

Il y a donc un certain commerce des produits agricoles : bétail, vin et surtout céréales, mais ces transactions paraissent se faire le plus souvent entre proches voisins. En tout cas, nous trouvons de fort nombreux exemples de gentilshommes propriétaires ruraux, vendant les excédents de leurs récoltes ; ceci n'a rien de surprenant et fournit une preuve nouvelle de ce que les nobles tirent de leurs terres l'essentiel de leurs revenus. La noblesse peut ainsi tirer un très grand parti de sa propriété foncière, surtout lorsque des baux à court terme ou l'expression des redevances en nature permettent d'éliminer l'influence de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie.

Si les nobles sont propriétaires d'importants domaines ruraux, il faut remarquer que les anciennes familles nobles ne possèdent généralement pas d'immeubles urbains. Il ne faudrait cependant pas trop généraliser. Dans son testament (34), datant de 1613, Etienne du Prat, écuyer, lègue une maison située à Vienne à Antoinette

(32) 3 E 1.136, f° 76. Not. Giraudet à Theizé.

(33) 3 E 2.203, f^{os} 111-112. Not. Burlat à Givors.

(34) 3 E 8.431. Not. Tollet à Montagny.

(35) E 1.341.

du Prat, sa sœur, une seconde maison à Loyse du Prat, une autre de ses sœurs, à son filleul Etienne du Prat, sa grande maison de Vienne avec ses dépendances et un autre immeuble de moindre importance.

Bien entendu, les bourgeois lyonnais récemment anoblis par leurs charges possédaient de nombreux immeubles à Lyon. Par exemple, parmi les biens énumérés dans le testament de Nicolas de Langes (35), on trouve : une maison sise à Saint-Jean, qui se louait « avant les troubles » 50 écus, plus 8 écus pour une boutique ; une autre maison louée 50 écus, une grande maison située rue Saint-Jean, louée 300 écus avant les troubles et présentement 230 ; une maison rue Grenette louée 110 livres, une autre rue Saint-Pierre, etc. Dans une transaction passée en 1599, le même personnage avait abandonné à sa fille Françoise de Langes une maison qu'il possédait rue Juiverie (36). Ces immeubles constituent une part importante de la fortune des nouveaux nobles car ils représentent la fraction de la propriété immobilière dont la valeur avait le plus augmenté depuis le Moyen-Age, du fait de l'essor des villes.

Très souvent les nobles sont propriétaires de seigneuries comprenant d'une part des rentes nobles avec cens, servis et droits seigneuriaux, et d'autre part des domaines possédés en pleine propriété. Ces seigneuries représentent parfois une valeur considérable. La seigneurie de la Chas-

(36) *Insin. Sénéch.*, vol. 116, f° 17 : transaction entre Jacques de Champier, Françoise de Langes sa femme et Nicolas de Langes.

saigne, avec ses dépendances : cens et droits seigneuriaux d'une part, granges, étables, varennes, bois d'autre part fut vendue 4.333 écus 1/3 en 1586 (37).

Dans le contrat de mariage de Claude de Crèmeaux et d'Ysabeau d'Urphé, fille de Claude d'Urphé, seigneur d'Entragues, le frère de celle-ci, Guillaume de Chazeuil, pour s'acquitter de la dot qu'il lui a constituée, cède à Crèmeaux : « sa maison et seigneurie de la Salle, avec ses appartenances et dépendances quelconques » estimées à 6.333 écus 20 sous (c'est-à-dire 19.000 livres tournois) (38). En se mariant, le bailli de Beaujolais, Georges de Villeneuve, baron de Joux, désigne « pour le douaire accoutumé d'estre donné entre les nobles », sa terre et seigneurie de la Noyrie dont le revenu annuel se monte à 133 écus 1/3 (1595) (39). Enfin, c'est pour la somme énorme de 40.000 écus d'or que le duc et la duchesse de Nivernais — Ludovic de Gonzague et Henriette de Clèves — vendirent la châellenie, terre et seigneurie de Thizy, la terre de Chevagny-le-Lombard, la baronnie et terre d'Amplepuis, la métairie et la grange de la Fay, etc. (40).

Sous son double aspect — propriété seigneuriale et propriété complète au sens moderne du terme — la propriété foncière représente l'essentiel de la fortune de la noblesse, on pourrait presque affirmer qu'elle constitue même la totalité de cette fortune dans la plupart des cas.

(37) E 40.

(38) *Insin. Sénéch.*, vol. 110, f° 47 (1596).

(39) *Insin. Sénéch.*, vol. 109, f° 101.

(40) E 260 : copie du contrat de vente.



Les propriétés immobilières des nobles, surtout les domaines qu'ils détiennent en pleine propriété, font souvent l'objet de transactions ; ces transferts de propriété sont particulièrement intéressants car ils témoignent de l'évolution des fortunes et des changements survenus dans les conditions économiques.

On enregistre, en premier lieu, un morcellement dû aux successions car le droit d'aînesse est en réalité fort peu rigoureux : parfois il se réduit à un simple préciput en faveur du fils aîné, parfois même il n'est absolument pas observé. Le testament fait en 1579 par les trois frères de Villars (41) en est une preuve. François de Villars institue ses héritiers « par esgalle portion » ses quatre fils (Pierre, Baltazard, Jérôme et Ambroise), son frère Claude agit de même à l'égard de ses fils (42) (Claude, François et Nicolas). L'un et l'autre avaient en outre plusieurs filles qu'ils avaient déjà dotées, et François de Villars avait constitué une pension à sa fille Clémence devenue religieuse. Jacques des Gouttes de la Salle, écuyer, institue ses héritiers universels ses fils, Jacques, Philibert et Antoine (43). De

(41) *Insin, Sénéch.*, vol. 111, f° 208. Testament des trois frères de Villars : Pierre de Villars, archevêque-comte de Vienne, François et Claude.

Pour la famille de Villars, voir : P. ANSELME, *Hist. généalogique ...*, V, p. 101 et suiv.

(42) Il est vrai que par un codicile de 1585 (*Insin, ibd.*), Claude de Villars fixant le partage de ses biens semble avoir favorisé quelque peu l'aîné.

(43) *Insin, Sénéch.*, vol. 138, f° 211.

même, Jehan de Mondor, sieur d'Oyrieu désigne comme héritiers universels ses deux fils, se bornant à procéder par avance au partage de son patrimoine : à l'un il assigne les fonds qu'il possède à Valsanne et à Châtillon-d'Azergues, à l'autre ses biens situés à Vaugneray et aux environs (44).

Le droit d'aînesse n'est cependant pas toujours méconnu d'une façon systématique. On pourrait citer de nombreux testaments dans lesquels se manifeste la préoccupation de ne pas morceler l'héritage. Noble Jehan Perrin, seigneur de Chervé et commissaire ordinaire de l'Artillerie, institue son héritier universel son fils Jehan, laissant simplement à son autre fils, Gaspard, un legs de 1500 écus, augmenté de 166 écus $\frac{2}{3}$ aux termes d'un codicille (1586) (45). Cette préoccupation et le désir qu'avait le chef de famille de fixer l'ordre des successions pour la plus longue durée possible après son décès, se traduisent par l'emploi des substitutions. Ainsi, dans le testament de noble Jehan Perrin que nous venons de voir, le deuxième fils était substitué à l'aîné pour le cas où celui-ci disparaîtrait sans postérité. Le testament de Jehan d'Arces (46), sire de la Bastie et de Lyvarot en Normandie, désignait comme héritière universelle sa fille, femme d'André d'Oresson et lui substituait un de ses fils, Osias d'Oresson, à charge pour celui-ci de porter le nom et les armes du testateur ; s'il refuse, le testament lui substi-

(44) 3 E 9.116, f° 146. Not. Saunier à Yzeron.

(45) E 2.126.

(46) 3 E 1.996. Not. Veillon à Condrieu.

tue ses frères (1590). Guillaume de Gadagne (47) qui ne laissait pas d'héritier mâle puisque son fils Gaspard avait été tué en 1594 au cours d'un rencontre avec les Ligueurs, fait des legs importants à chacune de ses filles, désigne comme son héritière universelle sa femme, Jeanne de Sugny et, après la mort de celle-ci : Baltazard de la Balme d'Authun fils de sa fille Diane et d'Antoine d'Authun (48), à la condition qu'il porte le nom et les armes des Gadagne ; puis toute une série de substitutions, prévoyant toutes les hypothèses qui pourront se présenter dans l'avenir, est destinée à éviter dans tous les cas le morcellement de l'héritage du testateur. Malgré ces exceptions, la très fréquente inobservation du droit d'aînesse a eu pour la noblesse des conséquences économiques véritablement désastreuses, d'autant plus que les familles nobles sont souvent très nombreuses. Il faut voir là une des causes de l'appauvrissement de la noblesse de France.

Les propriétés immobilières des nobles ont évidemment fait souvent l'objet d'achats et de ventes dont on retrouve de nombreuses traces parmi les actes des notaires. On voit ainsi les domaines des gentilshommes passer d'une famille noble à une autre ou, plus fréquemment, d'une famille de noblesse ancienne à des bourgeois enrichis, à des anoblis de fraîche date ou aux membres de familles italiennes récemment installées à Lyon. Dans tous les cas, l'étude de ces transactions immobilières est extrêmement

(47) *Insin. Sénéch.*, vol. 118, f° 281 : Testament de M. de Bothéon.

(48) Pour la généalogie des Gadagne, voir P. ANSELME, t. IX, p. 120.

intéressante et fournit quelquefois des renseignements de premier ordre sur la question qui nous occupe. Nous reviendrons ultérieurement sur ces transferts de propriétés et sur les conclusions qu'il est raisonnablement permis d'en tirer mais, nous pouvons dès maintenant aborder cette question.

Les droits féodaux font parfois à eux seuls l'objet d'une vente : le vendeur abandonne à l'acheteur tous les droits seigneuriaux dont il est titulaire sur les fonds dépendant de sa directe, droits consignés dans des terriers qui sont remis au nouvel acquéreur. Dans la vente de la rente de la Roche, le vendeur cède les cens, servis et droits seigneuriaux dûs « par les tenanciers des héritages mouvant de la dicte directe, énoncés aux terriers ... que le dict sieur vendeur remettra au sieur acheteur à sa première volonté et requeste, pour jouir d'icelle rente, cens et servis » (1599) (49). Il en est de même dans le contrat de vente de la rente de la Bessée (1592) (50).

Plus souvent, les seigneuries sont vendues en bloc, les domaines et les droits seigneuriaux qui les composent restant inséparables. Tel est le cas pour la seigneurie de la Chassigne. Le vendeur, Claude de Marzé, cède (51) : « le chastel et maison noble de la Chassigne en toute juridiction, haulte, moyenne et basse, située entre Chazay et Villefranche ... Icelle juridiction cy-devant donnée et

(49) E 2.165.

(50) E 1.700. Contrat de vente de la rente de la Bessée.

(51) E 40.

léguee au dict feu noble Théode de Marzé (52) par noble dame Jeanne de Crussol, en son vivant dame du dict Marzé, Lucenas et Belle-Roche, ainsi qu'il appert de son testament ... La rente noble portant laouds et vendis dépendant de la dicte seigneurie de la Chassaigne et arrérages d'icelle deubs tant au lieu de la Chassaigne, Anse, que circumvoysins et qui est contenue au terrier signé de Aula ... Et généralement vend tous et un chascun les biens, héritages et droicts qu'il a, tient et possède et qu'il a tenu et possédé cy-devant appartenant et dépendant de la dicte maison noble ... Comme aussi vend tous et un chascun des meubles et ustencils de la maison ... Avec les fonds, fructs, droicts, prééminence, prérogative, appartenance et dépendance de la dicte seigneurie et tout ce qui en dépend avec toute puissance et autorité de destituer les officiers de la justice du dict lieu ... » L'acheteur de cette seigneurie était un bourgeois lyonnais, appelé François Benoist, qui fera ensuite toujours suivre son nom de la mention : « seigneur de la Chassaigne » (53) et dont le fils, devenu gentilhomme de la maison du Roi, portera le titre d'écuyer (54).

A coté des seigneuries et des fiefs nobles, les terres que la noblesse détenait indépendamment de tout caractère féodal, faisaient plus souvent encore l'objet de transactions.

(52) Père du vendeur.

(53) Voir par ex. plusieurs actes passés de 1586 à 1588. E 40.

(54) E 42 : vente d'une pension annuelle de 100 livres à « noble Claude Benoist, escuyer, sieur de la Chassaigne, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy ».

Si beaucoup de gentilshommes sont contraints, comme nous le verrons par la suite, de procéder à des aliénations pour faire face aux difficultés financières qui les assaillent, d'autres au contraire arrondissent leurs domaines par des séries de profitables acquisitions.

Par exemple, à Theizé, Antoine de Varennes et Rappetour achète en 1587 une terre de 6 bicherées (mesure d'Oingt) pour 28 écus, et une autre terre pour 20 écus (55) ; en 1591 une terre d'une superficie de 8 bicherées moyennant 33 écus, puis un pré et un chenevier pour 40 écus (56) ; en 1593 et 1594 il acquiert encore deux terres, l'une moyennant 26 écus et l'autre 20 écus (57) ; en 1595 une terre de 24 bicherées pour la somme de 100 écus (58). De 1580 à 1613, les Testenoyre, sieurs du Bacot, procèdent à de nombreux achats à Saint-Christophe-la-Montagne et à Ourroux (59).

En 1591, Claude de Laure, écuyer, demeurant à Longes, et son fils achètent à un bourgeois de Condrieu un domaine sis dans leur paroisse de Longes, pour 1000 écus (60). Dans la même région et à la même époque, nous voyons pareillement noble Philibert de Neyrolles, écuyer

(55) 3 E 1.134. Not. Giraudet à Theizé.

(56) 3 E 1.1336, f^{os} 5 et 25, not. Giraudet à Theizé.

(57) 3 E 1.137, f^{os} 19 et 161. Not. Giraudet à Theizé.

(58) 3 E 1.138, f^o 123. Not. Giraudet à Theizé.

(59) E 2.161 à E 2.170. Un acte de 1599 nous apprend que Jehan de Testenoire faisait partie des cent gentilshommes de la Maison du Roi, ce qui prouve sa noblesse.

(60) 3 E 1.690, f^o 158. Not. Coluste à Condrieu.

et sieur de la Chaux acheter différentes terres (61), et un noble originaire du Velay, Jehan de Chatte « gouverneur pour le Roy en la ville de Saint-Didier en Vellay », acheter à un habitant de Condrieu un domaine situé au comté de Roussillon, en Dauphiné (62).

Un des plus frappants exemples de nobles augmentant leurs domaines est celui que nous fournissent les de Villars dans la région de Condrieu (63) et que les actes des notaires de cette ville nous permettent de connaître. Dans la seule année 1592, Claude de Villars achète une maison au Petit-Port de Condrieu pour 600 écus et, d'autre part, une vigne de 12 hommées, 10 meytarées de terre et 2 coupparées de broteaux (64). On retrouve en très grand nombre des achats analogues chez les différents notaires de Condrieu, concernant soit Condrieu même soit les villages des alentours : Longes (65), les Haies (66), la Cha-

(61) Par ex. 3 E 1.690, f° 174 (1591) et 3 E 1.691, f° 197 (1592).

(62) 3 E 1.690, f° 149 (1591).

(63) D'après leur testament, les trois frères Villars qui étaient restés dans l'indivision laissèrent aux enfants de François de Villars leurs terres sises à Millery et aux environs et leurs immeubles de Lyon ; aux enfants de Claude de Villars leurs domaines de Condrieu et des environs : c'est de cette branche qu'il s'agit ici.

(64) 3 E 1.691, f°s 58 et 75. Not. Couste à Condrieu.

(65) Par ex. achat d'un pré pour 69 écus 1/3 (1593) : 3 E 1.692, f° 164.

(66) Achat d'une terre et d'un bois pour 35 écus (1594), 3 E 1.693, f° 4.

pelle (67), Chuyer (68), Saint-Michel (69) ou bien Paveysin (70). Tout au long du règne d'Henri IV, les de Villars de Condrieu, Claude et ses deux fils, Claude principalement et François (71) achètent ainsi des terres, quelquefois il est vrai pour les revendre peu de temps après mais, en règle générale, simplement pour accroître leurs domaines.

On pourrait encore citer un certain nombre de familles nobles du Lyonnais qui agrandissent ainsi leurs domaines. Il s'agit bien souvent de familles très récemment anoblies mais, quelques familles dont l'accession à la noblesse remonte à une date plus reculée participent aussi à ce mouvement. Les Villars doivent incontestablement leur anoblissement aux fonctions municipales lyonnaises (72) mais cet anoblissement est déjà relativement ancien — ils vivent noblement depuis un certain nombre d'années — et l'on trouve en fait, dans le Lyonnais, bien peu de familles plus anciennes.

(67) Achat d'une maison, grange, étable, jardin, pour 533 écus (1586) : 3 E 1.695, f° 166.

(68) Achat d'une terre pour 40 écus (1586) : 3 E 1.695, f° 307.

(69) Achat d'une terre et d'une vigne pour 166 écus 40 sols (1602) : 3 E 1.721, f° 93. Not. Grandjon, Condrieu.

(70) Achat d'une terre et d'un pré pour 224 livres (1609) : 3 E 1.724, f° 100. Not. Grandjon à Condrieu.

(71) Leur frère Nicolas était entré dans les ordres. Voir P. ANSELME, T. V, p. 101 et suiv.

(72) DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires*, p. 86. « La noblesse de cette famille devenue illustre n'a pas d'autre source que l'exercice du consulat lyonnais, dès le commencement du xvi^e s. Les Villars ont donné depuis 1320 jusqu'en 1627 huit conseillers de ville plusieurs fois réélus et un prévôt des marchands trois fois réélu. »

On peut conclure cependant en disant que ces achats de terres furent surtout le fait de nouveaux nobles. D'ailleurs ce mouvement fut très largement contre-balancé et nous verrons bien des nobles abandonner des bribes de leurs domaines à des bourgeois lyonnais qui viennent d'être anoblis ou qui exercent même encore leur commerce, à des banquiers italiens, parfois à des notaires ou à des robins de village.

Que les nobles soient acheteurs ou vendeurs, ces transferts de propriétés sont opérés selon des modalités dont l'étude peut nous fournir quelques renseignements intéressants. Bien entendu, nous trouvons tout d'abord des exemples très simples de ventes passées au comptant. Dans ces cas-là, les contrats font généralement mention du versement de la somme par l'acheteur et spécifient même souvent en quelles monnaies a été effectué ce paiement (73). Antoine des Gouttes de la Salle vend un pré au prix de 80 écus « reçus en escus-sol., escus-pistollets d'Espagne, francs, quarts d'escus » (1588) (74). Philibert de Neyrolles achète dans la paroisse des Haies, des terres pour 32 écus que le vendeur reconnaît avoir reçus « en doubles-escus pistollets d'Espagne, escus-sol., carts d'escus, testons, nelles » (1591) (75). On peut encore citer la

(73) L'ordonnance de 1577 enjoignait aux notaires de spécifier en quelles espèces étaient effectués les paiements mais cette prescription n'était pas toujours observée. FONTANON, I, 748.

(74) 3 E 9.114. Not. Saunier à Yzeron.

(75) 3 E 1.690, f° 174. Not. Couste à Condrieu.

(Ecu-sol. est l'abréviation d'écu-soleil).

vente par un tisserand de Collonges à Jehan de Ravery, conseiller du Roi et trésorier général de France au bureau de Lyon, d'une vigne pour 52 écus « heus et receus en escus d'Espagne, testons et douzains » (1598) (76). Il serait facile de multiplier ces exemples qui prouvent largement l'abondance des monnaies espagnoles en circulation à cette époque. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas particulier à notre région mais se manifeste dans tout le royaume; il a été plus moins directement étudié par tous les économistes et les historiens qui se sont occupés de cette période.

Dans d'autres ventes, une fraction du prix seulement était versée immédiatement et, pour le solde, on accordait un certain délai à l'acheteur : « ... Il [Claude de Marzé, le vendeur] a eu et reçu du dict sieur Benoist achepteur, la somme de 3.000 escus d'or sol. ; réalment en testons, quarts d'escus, francs, pistolets d'Espagne et pièces de six blancs et aultre monnoye, le tout au poix et prix de l'ordonnance ... Et le surplus, montant la somme de 1333 escus $1/3$ d'or sol., le dict Benoist achepteur a promis payer en acquit du dict sieur vendeur ... dans la franchise de la foyre des Roys prochaine » (77).

Parfois, une partie du prix était payée en marchandises en raison de la pénurie des espèces de métal (78). Nous avons déjà vu Michel de Testenoyre utilisant ainsi l'excé-

(76) 3 E 8.604. Not. Torret, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

(77) E 40.

(78) Dans son étude sur le Haut-Poitou, M. Raveau a mis en relief la fréquence des paiements en nature : *L'Agriculture et les classes paysannes...*, p. 287.

dent de ses récoltes mais ce n'est aucunement un cas isolé et on pourrait donner bien d'autres exemples du même ordre : noble Dominique Combet, bourgeois de Lyon, achète un jardin à Talluyers et le paie au moyen de 6 bichets de blé-seigle (79). Dans d'autres ventes, le vendeur aliène un fonds afin de pouvoir s'acquitter d'une dette envers l'acheteur. Sur ce point, empruntons encore un exemple aux achats des Villars autour de Condrieu ; deux habitants du village de Longes (le père et le fils) « ... Considérant leur proffict et utilité, payer et passifier leurs debtes ... et mesmement pour eulx acquieter envers noble Claude de Villars ... de la somme de 69 écus 20 sols à laquelle somme ils luy sont tenus débiteurs et redevables », vendent à leur créancier un pré pour cette somme de 69 écus 20 sous (1593) (80). Un laboureur qui devait 16 écus 10 sous à Alexandre de Gletteins, lui vend un pré, au prix de 10 écus, pour s'acquitter partiellement de sa dette (1587) (81).

Parfois les contrats de vente contiennent une clause permettant le rachat : pendant une certaine période suivant la passation de l'acte, le vendeur aura la faculté de rentrer en possession de sa terre, en reversant le prix à l'acheteur. Un laboureur de Theizé qui devait 18 écus à Antoine de Varennes lui vend « à grâce de reachapt » une terre moyennant 20 écus (annulation de son obligation, plus 2 écus) (1594) (82). En 1600, Baltazard de Cadagne

(79) 3 E 1.034, Not. Bertrand à Talluyers.

(80) 3 E 1.692, f° 164, Not. Couste à Condrieu.

(81) 3 E 204, Not. Rey à Genay.

(82) 3 E 1.137, f° 161, Not. Giraudet à Theizé.

manifeste l'intention de rentrer en possession (83) du château et du domaine de Prarieulx (84) que sa mère, Yllaïre de Marconney avait vendus à un banquier de Lyon « sous grâce et faculté de rachat, laquelle n'est encore escheue ny expirée » (85). Il est permis de douter que ces ventes sous faculté de rachat soient bien véritablement des ventes ; il s'agit souvent en réalité d'emprunts auxquels on a donné l'aspect externe de ventes de manière à ce que la terre serve effectivement de garantie aux prêteurs. Beaucoup de ces prétendues ventes ne sont ainsi que des emprunts déguisés pour lesquels la faculté de rachat constitue un artifice commode.

Les échanges, qui sont assez fréquents, ne présentent aucun caractère digne d'être signalé, tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique (86)

Enfin, les transferts de propriétés s'effectuent parfois moyennant la constitution d'une rente annuelle ; cette rente foncière devient elle-même un droit réel immobilier. Noble André de Lambel, commissaire de l'Artillerie, cède un tènement de maison et un jardin situés à Condrieu (au faubourg de l'Hôpital) contre une pension annuelle

(83) Il désigne un mandataire à cet effet.

(84) Paroisse de Chapponost.

(85) 3 E 8.779. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

(86) On peut citer par exemple, l'échange conclu entre Claude de Paulat et Jacques Corsand, bourgeois de Lyon : 3 E 1.139, f° 1, Not. Giraudet à Theizé (1597) ; ou bien encore l'échange passé entre Pierre Palmier, sieur de la Bastie-Montgascon et un laboureur de Grigny et portant sur des terres, cheneviers et jardins, situés à Grigny : 3 E 2.331. Not. Delafont à Grigny.

et perpétuelle de 10 écus $2/3$ (prix principal : 213 écus $1/3$) (1593) (87). Louise Gobier, veuve d'Isaac de Laurencin vend un pré « contenant deux journées d'homme à faulcher » moyennant une pension annuelle de 9 livres tournois, que l'acheteur aura la possibilité de racheter en versant le prix principal : 180 livres (1612) (88).

Les pensions foncières ainsi constituées faisaient souvent elles-mêmes l'objet de transactions. Sur les 60 écus qu'il devait à Jehan Merle, dit Roux « geolier et gardien des prisons de Condrieu », Claude de Villars s'acquitte de 40 écus en lui abandonnant une « annuelle et perpétuelle rente et pension foncière » de 2 écus (1594).

(87) 3 E 1.998. Not. Veillon à Condrieu.

(88) 3 E 1.036. Not. Bertrand à Taluyers. Cet acte est intitulé : « acquêt à pension ».

(89) 3 E 1.693, f° 51. Not. Couste, Condrieu.

CHAPITRE III

La fortune mobilière

Au Moyen-Age, la propriété immobilière représentait à peu près la seule richesse et la fortune mobilière tenait une place extrêmement restreinte dans la vie économique. Au xvr^e siècle, cette situation s'était sensiblement modifiée à la suite d'une nette évolution au terme de laquelle la fortune mobilière avait conquis une place beaucoup plus considérable que jadis. Mais cette évolution avait été surtout suivie par la bourgeoisie commerçante des villes tandis que la noblesse demeurait le plus souvent en dehors de ce mouvement ; aussi, sa fortune mobilière reste-t-elle, en général, très faible.

Tout d'abord, il faut passer rapidement en revue toute une catégorie de richesses que l'on pourrait être tenté de classer parmi les biens mobiliers mais qui ne sont en réalité que des accessoires de la propriété rurale, inséparables de celle-ci : ce sont les instruments agricoles, le cheptel, etc. Ils appartiennent très souvent d'ailleurs à l'emphytéote et non pas au seigneur mais, dans les cas où celui-ci conclut un bail de durée limitée, sous forme

de grangeage par exemple, il est souvent stipulé qu'il fournira tels ou tels instruments agricoles.

Des inventaires et quelques actes de vente nous permettent de nous faire une idée approximative de ces biens. Dans l'inventaire des biens de Baptiste de Guilhon (1602) on trouve entre autres : 8 paires de bœufs estimés entre 18 et 25 écus la paire, une vingtaine de vaches évaluées en moyenne 6 ou 7 écus, une dizaine de veaux, « un cheval et sa selle » valant 20 écus, etc. (1). On trouve un lot assez important de bestiaux dans la liste des biens d'Antoine de la Porte, saisis à la requête de Gaspard du Sou son gendre (1590) (2) ; à Riottiers : 7 paires de « bœufs arables », deux autres paires de bœufs, deux jeunes taureaux âgés d'un an ; à Saint-Bernard : une quarantaine de brebis et de moutons ; à la grange de Villefort, proche de Villefranche : trois paires de bœufs, quatre vaches, etc.

Cheptel et instruments agricoles représentent bien des accessoires inséparables de la propriété foncière et sont vendus avec elle. Dans la vente de la maison noble de la Chassaigne (3) sont compris quatre bœufs et une vache, un pressoir, un certain nombre de tonneaux, etc. Lorsque Claude de Laure et son fils achètent un domaine rural, à Longes, le contrat de vente spécifie que tout le bétail dépendant de ce domaine, 44 bichets de seigle, 6 bichets de froment, tout le foin et la paille qui s'y trouvent, font partie de la vente (4).

(1) E 1.169.

(2) E 1.705.

(3) E 40.

(4) 3 E 1.690, f° 158 (1591). Not. Couste à Condrieu.

Le mobilier, les bijoux, et même les vêtements, qui peuvent dans certains cas représenter une valeur appréciable étaient évidemment très inégalement répartis à l'intérieur même de la classe noble ; on ne peut avancer à leur égard aucune conclusion de portée générale, d'autant moins que nous possédons en somme peu de renseignements précis sur ce point (5). L'inventaire des biens de Baptiste de Guilhon mentionne : « deux vieux coffres et bahuts » estimés à 1 écu 30 sous, « 5 hallebardes vieilles, dont le bois d'une est rompu, advalluées à la somme de 50 sols », « un lit de camp en bois, mathelas, coussin de plume » : 4 écus ; un manteau de drap évalué 1 écu 40 sous et divers autres objets qui, eux non plus, ne semblent pas représenter une grande valeur.

Dans son testament, Nicolas de Langes laissait (6) ses « médailles d'or antiques » à son cousin de Bellièvre et sa bibliothèque, avec tous ses livres « tant imprimés que manuscrits » à son gendre Balthazard de Villars. Dans ce texte, rien ne permet de dire avec certitude si Nicolas de Langes faisait ainsi des legs de grande valeur ou s'il se préoccupait simplement de laisser sa collection et sa bibliothèque entre les mains de personnes capables de les apprécier.

Au contraire, les bijoux qui figurent sur la liste des dons faits par Melchior Mitte de Saint-Chamond à sa

(5) M. de Vaissière donne l'analyse de quelques inventaires, pour le début du ^{xv}^e s. : *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, p. 78 à 86.

(6) E 1.341.

femme, représentent certainement une grosse valeur (7) mais, les Mitte de Chevières étaient incontestablement l'une des plus riches familles du Lyonnais — sinon la plus riche — et ceci n'est qu'un reflet de leur immense fortune. Il en va de même pour les Gadagne qui sont peut-être les plus riches des riches Italiens de Lyon ; dans son testament (8) M. de Bothéon (Guillaume de Gadagne) interdit d'aliéner ses meubles, ses bijoux et sa vaisselle d'argent, de manière à ce qu'ils restent perpétuellement aux mains de ses héritiers propriétaires de la seigneurie de Bothéon ; annexé au testament, l'inventaire de ces biens inaliénables, bien qu'incomplet (9), nous donne d'intéressants détails. Guillaume de Gadagne déclare inaliénables les bagues et bijoux qui lui échurent sur la succession de son père, d'après le partage opéré avec son frère, sauf évidemment ceux qui ont déjà été vendus, parmi lesquels on trouve : « un grand diamant beau vendu au feu roy Charles neuviesme » et un autre bijou que Guillaume de Gadagne déclare avoir vendu : « lorsque iceulx de la Ligue tenoient mes biens ». Malgré ces ventes, de très nombreux bijoux de valeur sont encore aux mains de Guillaume de Gadagne : « une grosse croix où il y a 5 diamants beaux, 4 grosses perles alentour ... et, au derrière de la dicte croix il y a un T et un P qui estoient les noms de mes

(7) Voir : *Inventaire des habits, bagues et bijoux et ameublements de M^{me} Ysabeau de Tournon, femme de illustre et puissant seigneur Messire Melchior Mitte de Saint-Chamond*, publié par DE BOISSIEU.

(8) *Insin. Sénéch.*, vol. 118, f° 281.

(9) Le texte déchiré comporte des lacunes.

feus père et mère qui nommoient Thomas et Pernette» (10) ; deux pièces d'orfèvrerie comprenant « 34 diamants et 34 chastons d'or », « un brassellet d'or où il y a ung beau diamant, un autre où il y a 16 perles rondes, 1 esmeraude, 5 et 4 perles qui forment une croix ... 1 anneau de diamants, 1 chaîne de perles ... » et, en outre une fort importante vaisselle d'argent. Gabrielle de Gadagne, veuve de Jacques de Miolands seigneur de Chevières, remet à Melchior de Chevières : « 4 chandelliers à l'antique fassonnés, 2 autres petits chandelliers à la romaine, 3 grand salières vermeil dorées, 2 esguières, 6 salières, 2 vinaigrières, 1 coquemard, 12 assiettes, 4 douzaines de plats, 6 fourchettes » et diverses autres pièces d'argenterie pesant au total 172 marcs d'argent estimés 4.300 livres (à 25 livres le marc d'argent) (1609) (11).

Que peut-on dire au sujet du capital liquide de la noblesse ? D'une manière générale, ce capital est faible. M. Romier, étudiant une période d'une quarantaine d'années environ antérieure à la nôtre, affirme même que « le capital mobilier des familles nobles de condition aisée, ne surpassait point d'ordinaire 2.000 livres tournois » (12). De nombreux indices nous incitent en effet à penser que les familles nobles disposaient en général d'une quantité d'argent liquide assez réduite. Nous voyons ainsi de nombreux nobles contraints d'aliéner des immeubles pour

(10) Thomas de Gadagne, seigneur de Beauregard et Pernette de Berty.

(11) 3 E 5.058, f° 242.

(12) L. ROMIER, *Le royaume de Catherine de Médicis*, Paris, 1922, I, p. 169.

acquitter les charges inhérentes à une succession. C'est le cas pour Claude de Marzé (13) lorsqu'il vend sa seigneurie de la Chassaigne (14) pour payer les legs dûs à ses deux sœurs et leur part sur la succession d'un frère pré-décédé : « Considérant par le dict de Marzé qu'il n'a moyen de payer les dicts légats et aultres debtes à luy laissés à payer par son père et mère, que vendre une pièce des biens et héritages à luy délaissés par son père ... ». François de Nagu, écuyer, sieur de Varenne, vend aussi une terre et une seigneurie en Beaujolais pour acquitter les dettes attachées à la succession de son frère (1599) (15). En 1619, nous voyons (16) Eléonore de Coligni, femme séparée de biens de Claude de Gadagne, vendre moyennant 550 livres une terre et un chenevier situés à Sainte-Foy, pour s'acquitter d'un legs envers les Pères Minimes de Lyon.

Les contrats de mariage nous fournissent d'autres indices de la faiblesse des capitaux dont disposaient les nobles, en général. De longs délais étaient prévus pour le paiement des dots de mariage, indiquant la difficulté qu'éprouvait le constituant à réunir la somme qu'il pro-

(13) SEYERT, dans *l'Armorial général du Lyonnais, Forez, Beaujolais*, Lyon, 1860, in-4^e, donne la famille de Marzé comme une ancienne famille chevaleresque, possessionnée à Anse, Pommiers, Lucenay, dont les membres étaient seigneurs de Marzé et de Chizy au XIII^e s.

(14) E 40.

(15) E 1.700. Au sujet de François de Nagu : P. Anselme, IX, p. 165.

(16) E 2.087. L'acheteur était Léonard de Péret, bourgeois de Lyon.

mettait. Très souvent d'ailleurs, dans les familles nobles, les dots accordées aux filles sont fort réduites mais on peut hésiter sur les conclusions qu'il faut tirer de ce fait : faut-il voir là un indice de la gêne de ces familles ou la preuve que les filles étaient désavantagées par rapport à leurs frères dans le partage du patrimoine familial ?

Moyennant une dot de 2.000 écus, Loyse de Lestoux abandonne (17) tous les droits qu'elle pourrait revendiquer sur la succession de son père, feu Jacques de Lestoux, seigneur de Pradines, chevalier des ordres du Roy, et, moyennant 333 écus $1/3$, elle renonce à toute prétention sur la succession future de sa mère, dame de Saint-Marcel (1593). Christophe de la Garde, écuyer, héritier de feu Claude de la Garde, donne en dot à sa sœur 3.400 livres tournois (18) pour tous les droits qui pourraient lui revenir sur les successions de ses père et mère et d'un frère pré-décédés (19) ; il est vrai que la dot de Magdeleine de la Garde comprenait en plus 600 livres données par un autre de ses frères, religieux à l'abbaye de Savigny, et 300 livres données par un autre parent. Un autre gentilhomme, Théode de Ronchevol, seigneur de Pramenou, constitue à sa fille Philiberte une dot de 2.000 écus, moyennant laquelle elle renonce définitivement à tous ses

(17) *Insin. Sénéch.*, vol. 107, f° 29. Loyse de Lestoux, épousait Antoine de Bussièrès, écuyer, « Seigneur du dict Bussièrès au pays de Savoye ».

(18) Payable ainsi : 1.000 livres le jour du mariage, 1.000 livres deux mois après et 1.100 livres à la Noël suivante.

(19) *Insin. Sénéch.*, vol. 139, f° 168.

droits (1592) (20). Les filles de Gaspard de Roquelaure, écuyer, seigneur de Villeneuve, reçoivent 1.000 écus chacune, se décomposant ainsi : 666 écus $\frac{2}{3}$ pour leurs droits paternels et 333 écus $\frac{1}{3}$ pour les droits qu'elles pourraient revendiquer sur la succession de leur mère décédée (21).

Dans l'ensemble, la fortune mobilière de la noblesse apparaît donc faible mais il faudrait cependant se garder d'une généralisation excessive. Si beaucoup de hobereaux sont endettés, on trouve par ailleurs de nombreux exemples de nobles qui eux, au contraire, sont devenus les créanciers des paysans de leur région. Les actes d'un notaire de Genay renferment de très nombreuses reconnaissances de dettes passées par des laboureurs ou des artisans de ce village et des environs, au profit d'Alexandre de Gletteins (22).

Les plus riches familles nobles, comme les Villars, accroissent même leurs revenus de façon appréciable par des prêts à intérêt. Claude de Villars devient, moyennant 100 livres, titulaire d'une rente annuelle de 5 livres, aux dépens de deux habitants de Paveysin, ce qui revient exactement à dire qu'il fait un placement à 5 %, moyennant « sept-vingts dix-neuf livres » (159 livres) il se constitue une rente de 8 livres aux dépens d'un laboureur de

(20) *Insin. Sénéch.*, vol. 103, f° 261.

(21) *Insin. Sénéch.*, vol. 99, f° 38.

(22) Voir 3 E 204 à 3 E 208. Not. Rey. Par ex. : 3 E 206, f° 172 ; deux laboureurs de Genay au Franc-Lyonnais reconnaissent lui devoir 22 écus « pour cause de vray et amyable prest à eulx faict » (1591).

Longes, ce qui représente aussi un taux très proche de 5 % (1602) (23) ; on pourrait citer de nombreuses opérations semblables effectuées par les Villars à cette époque.

Enfin, nous avons déjà rencontré quelques exemples de laboureurs vendant leurs terres pour s'acquitter de leurs dettes envers les nobles ; c'est de cette façon que les Villars s'étaient rendus propriétaires de nombreuses terres mais leur cas n'est pas unique. De 1587 à 1597, Antoine de Varennes et Rappetour procède à de nombreux achats de terres dans la région de Theizé (24) : dans bien des cas, les vendeurs sont ses débiteurs qui lui abandonnent leurs terres pour éteindre leurs dettes. Nous le voyons consentir de nouveaux prêts et, en particulier acheter des fonds en accordant la faculté de rachat, opération que l'on peut considérer comme un prêt dans lequel la terre sert de gage. On peut faire les mêmes remarques au sujet d'Isaac de Laurencin pour la région de Taluyers — il était d'ailleurs seigneur de Taluyers — et d'Orliénas.

On peut dire en définitive que, si la fortune mobilière des nobles est généralement faible, leur situation n'est cependant pas aussi désastreuse que l'on est souvent tenté de le croire.

(23) 3 E 1.722, f^{os} 151 et 153. Not. Grandjon à Condrieu.

(24) Voir 3 E 1.134 à 1.139. Not. Giraudet à Theizé.

CHAPITRE IV

Evolution de la situation économique de la noblesse

Tout au long du xvr^e siècle, on enregistre une très nette évolution, caractérisée par la rapide ascension de nombreuses familles d'origine bourgeoise qui accèdent à la noblesse et qui réussissent à occuper des situations de tout premier plan, de sorte qu'à l'aube du xviii^e siècle, quand Henri IV, mettant un terme aux guerres de Religion, rend enfin la paix intérieure à la France, on constate de très importantes modifications dans la structure sociale du pays.

Cette évolution est d'ailleurs générale à tout le royaume et a été, à maintes reprises, mise en lumière par les différents historiens qui ont étudié cette période, mais en raison de la richesse et de la puissance de la bourgeoisie lyonnaise et de la facilité qu'elle avait d'entrer dans la noblesse en utilisant le privilège accordé aux échevins de Lyon, elle est particulièrement sensible dans notre région où elle présente en outre un caractère propre : l'impor-

tance de plus en plus considérable du rôle tenu par les Italiens arrivés à Lyon dans le courant du xvr^e siècle.

Extérieurement, l'ascension des bourgeois vers la noblesse se traduit par les titres qu'ils prennent, de telle sorte qu'il est devenu presque impossible, ainsi que nous l'avons vu plus haut, d'établir avec certitude la distinction entre nobles et bourgeois.

Dans le domaine politique, ces nouveaux anoblis et les Italiens installés dans notre cité, parviennent fréquemment à occuper des fonctions publiques de la plus haute importance, d'autant plus facilement que, sous Henri IV, la faveur royale leur est acquise car ils sont généralement demeurés hostiles à la Ligue.

Dans notre région, l'exemple le plus frappant est, à ce point de vue, celui des Bellièvre, famille dont la noblesse ne remontait incontestablement pas à une époque très ancienne mais qui est devenue extrêmement puissante. Pomponne de Bellièvre est chancelier de France et un autre Bellièvre obtient le siège archiépiscopal de Lyon dont les titulaires avaient toujours été jusque-là des nobles d'ancienne race. Le bailli de Beaujolais, Georges de Villeneuve, baron de Joux, capitaine de cinquante hommes d'armes, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, est issu d'une ancienne famille d'échevins lyonnais qui s'était rendue propriétaire de la baronnie de Joux dès la fin du xv^e siècle (1). Jacques de Champier, descendant d'un mar-

(1) VACHEZ, *Hist. de l'acquisition des terres nobles*, p. 32.

chand drapier de Saint-Symphorien-le-Château (2), est capitaine de 50 hommes d'armes et est devenu « gouverneur et lieutenant-général pour Mgr le Duc de Montpensier en sa souveraineté de Dombes » (3).

L'aspect politique de cette évolution pourrait être illustré d'une infinité d'autres exemples mais, c'est surtout son aspect économique qui nous intéresse. Si, au début du **xvi^e** siècle, la noblesse française connut encore vraisemblablement une période de prospérité, à la fin de ce même siècle, elle se trouvait très sensiblement appauvrie.

La cause initiale de cet appauvrissement est facile à découvrir : une classe qui vit de revenus fixes s'appauvrit fatalement quand la monnaie perd de sa valeur. Or en France, l'unité monétaire, la livre tournois, avait au cours du siècle perdu une grande partie de sa valeur puisque, d'une part le pouvoir d'achat de l'argent avait baissé dans de fortes proportions et que, d'autre part, le poids des espèces avait subi une diminution ininterrompue : « En France, tandis que l'on taillait au marc 11 livres 13 sols au début du siècle, on en tire 13 livres 12 au milieu du règne de François I^{er}, 16 livres sous Henri II, 17 livres 10 sols sous Charles IX, 18 livres 17 sols sous Henri III, 21 à la fin du siècle. C'est-à-dire, en langage moderne,

(2) Le père du célèbre Symphorien Champier était drapier à Saint-Symphorien-le-Château : voir par ex. DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires...*, p. 29.

(3) Voir par ex. les titres qui lui sont décernés dans le contrat de mariage de sa fille. *Insin, Sénéch.*, vol. 109 (1595), f^o 101.

que le poids de l'argent correspondant à une livre tournois de compte, de 21 gr. en 1511 est descendu à 11 gr. 50 en 1601 » (4).

A côté de cette cause principale d'appauvrissement, les circonstances politiques avaient fortement contribué à ruiner la classe noble pour laquelle les guerres de Religion avaient été absolument désastreuses.

L'exagération des dépenses somptuaires sous les derniers Valois acheva de ruiner un certain nombre de gentilshommes dont d'autres causes plus profondes avaient déjà dangereusement ébranlé la fortune. Ce fait est incontestable mais il n'a vraisemblablement pas la portée générale qu'on a parfois voulu lui attribuer car il faut faire à son sujet une importante réserve : il ne concerne guère qu'une minorité parmi les nobles, ceux qui vivaient auprès de la Cour, mais ne touche guère les gentilshommes qui continuaient comme par le passé à vivre dans leur province.

Beaucoup de hobereaux qui avaient abandonné leurs terres à l'occasion des guerres de Religion, répugnaient à y retourner, solution qui aurait pourtant apporté un excellent remède — peut-être même le plus efficace de tous les remèdes — à leur détresse financière. Henri IV qui comprit vite le danger que présentait ce déracinement de la noblesse, s'efforça d'obtenir de ces gentilshommes qu'ils retournassent vivre sur leurs terres, comme l'avaient fait

(4) HAUSER, *Les origines des problèmes économiques actuels*, Paris, 1930, p. 31.

leurs ancêtres mais il se heurta le plus souvent à une résistance opiniâtre de la part des intéressés (5).

Nous avons déjà abordé la question du droit d'aînesse et remarqué qu'il était pratiquement inefficace ; son inobservation engendrait inévitablement un morcellement des domaines qui contribua lui aussi puissamment à ruiner la noblesse de France : « Une classe à laquelle il est interdit de renouveler sa richesse par le travail ou le commerce, ne peut se sauver de la ruine que par une application stricte du droit d'aînesse. Or, en France, où les familles nobles étaient très prolifiques, le droit d'aînesse n'avait pas des effets aussi rigoureux que dans l'aristocratie anglaise : il offrait tous les inconvénients d'une mesure bâtarde et il n'empêchait pas que le patrimoine fût partagé entre les enfants et, à la longue, comme pulvérisé » (6). La fréquente inobservation du droit d'aînesse eut certainement pour la noblesse des conséquences économiques des plus funestes. Il faut cependant noter que le morcellement qu'elle entraînait, était très souvent retardé par le fait que les co-héritiers restaient fréquemment dans l'indivision, au lieu de procéder à un partage effectif de l'héritage qu'ils recevaient.

Parmi ces causes d'appauvrissement, il ne faut pas oublier de mentionner la crainte de déroger. Ce préjugé empêchait les gentilshommes de s'employer efficacement à

(5) Voir p. ex. DE VAISSIERE, *Gentilshommes campagnards...*, p. 217.

(6) L. ROMIER, *Le royaume de Catherine de Médicis*, I, p. 171-172.

restaurer leur fortune et contrariait leur adaptation aux nouvelles conditions de la vie économique. Il eut ainsi des conséquences désastreuses sur la situation économique des nobles en général et ses fâcheux effets iront sans cesse en s'aggravant.

Cet appauvrissement de la noblesse se traduit tout d'abord par l'endettement de nombreux gentilshommes. Cet endettement qui est déjà très caractéristique en lui-même, prend une grande valeur symbolique si l'on considère que les créanciers auxquels les nobles ont le plus souvent recours, sont des bourgeois ou des anoblis de fraîche date.

Les actes des notaires nous fournissent de nombreuses preuves de cet endettement. Demoiselle Catherine du Geney reconnaît devoir 100 écus à Pierre Polaillon, bourgeois de Lyon « pour cause de vray et amyable prest » (1596) (7). Françoise de Ronnerette, dame de Magnieu et Haulte-Rive, doit 150 livres à un certain André Jacquet, également bourgeois de Lyon et exerçant les fonctions de « maistre de la poste en la dicte ville » ; elle garantit ce prêt en constituant une hypothèque sur ses biens (1607, (8).

Nous savons que la succession de Jean de Nagu de Varennes était grevée de dettes puisque son héritier — qui est son frère — vend une seigneurie pour les acquitter, « attendu que l'interrest d'iceulx excède presque le revenu des biens de l'hoirie du dict deffunct seigneur de

(7) 3 E 207, f° 158. Not. Rey à Genay.

(8) 3 E 9.071. Not. Gauthier à Vernaison.

Varennès » (1599) (9). Dans le testament qu'il fit alors qu'il était emprisonné au Grand-Châtelet de Paris, Jacques de Valentienne, écuyer, sieur de la Bressonnière, déclare devoir 336 livres au baron de Joux, 42 livres à Maître Blanc, de Paris, quelques deniers à un chapelier, etc. (10).

L'appauvrissement de la noblesse et son endettement se trouvent à la base de très nombreux transferts de propriétés. Puisque leurs revenus sont devenus insuffisants, les nobles vivent souvent en attaquant leur capital, c'est-à-dire en vendant leurs propriétés foncières. Malgré la diminution de leurs ressources, les nobles veulent continuer à tenir leur rang et à faire figure honorablement, comme par le passé ; pour y parvenir, ils adoptent souvent une solution désastreuse : celle qui consiste à vendre leurs terres ou à les grever d'hypothèques ou de droits réels. Bien souvent aussi les gentilshommes vendent leurs domaines afin de pouvoir payer des dettes qu'ils ont imprudemment contractées. « Emprunts forcés, ventes forcées, nous touchons là aux deux maux les plus graves par lesquels s'est consommée la ruine matérielle de l'aristocratie » écrit à ce sujet M. de Vaissière (11).

Dans notre région, nous constatons que les acheteurs qui profitent le plus souvent de cette mise en vente de nombreux domaines nobles, sont de riches bourgeois lyonnais. Les actes d'une notaire d'Yzeron nous montrent d'une façon saisissante l'abandon progressif de ses biens par

(9) E 1.700. Vente de la terre et seigneurie du Petit-Marzé.

(10) *Insin. Sénéch.*, vol. 136, f° 269.

(11) DE VAISSIERE, *Gentilshommes campagnards...*, p. 220.

une famille noble, au profit de marchands lyonnais principalement. Il s'agit de la famille des Gouttes de la Salle, propriétaire de nombreux domaines dans la région d'Yzeron, de Saint-Martin-en-Haut et de Vaugneray. En 1587, pour s'acquitter d'une dette de 8 écus $\frac{1}{3}$ envers un notaire, Claude Bleternas, Antoine des Gouttes vend une pension annuelle (résultant d'un contrat d'appensionnement passé en 1585) (12). L'année suivante, il procède à la vente d'un pré, moyennant la somme de 80 écus (13). En 1603, Mathieu Bleternas, que le présent acte qualifie de « marchand citoyen de Lyon », se rend acquéreur d'une « rente noble de cens, servis, laouds, my-laouds ... deubs tant à cause de la maison noble de la Salle que aultre... » pour 1100 livres (14), vente qui permet aux des Gouttes d'éteindre une dette de 648 livres (15). Puis, pour pouvoir se libérer d'une autre dette de 83 écus 40 sous — 65 écus empruntés en 1599 et 18 écus 40 sous empruntés en 1601 — Antoine des Gouttes de la Salle vend à un autre marchand lyonnais, Octavien Vanelle (16), un pré situé à Vaugneray, pour le prix de 240 livres tournois (17). Cette série de ventes continue après la mort d'Antoine des Gouttes : en 1608, sa veuve, Françoise de Roquelaure, aliène

(12) 3 E 9.114, f° 17. Not. Saunier à Yzeron.

(13) 3 E 9.114, f° 112. Not. Saunier à Yzeron.

(14) 3 E 9.118, f° 103.

(15) 3 E 9.118, f° 112 et suiv.

(16) Octavien Vanelle, drapier à Lyon en 1600 : DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires...*, p. 83.

(17) 3 E 9.118, f° 112 et suiv.

un pré pour la somme de 163 livres (18). Dans ce cas-là, un détail rend plus frappante encore l'évolution des fortunes : Mathieu Bleternas avait marié en 1602 l'une de ses filles à un noble de vieille race de cette région, Jehan de Mondor, écuyer, sieur d'Oyrieu (19) (il appartenait d'ailleurs à une famille apparentée aux des Gouttes de la Salle) (20). Il constitua à sa fille une dot de 2.000 écus qui fut versée dès l'année suivante (21).

Bien souvent les nobles hésitent à abandonner pour toujours une fraction de leur patrimoine familial ; aussi pour se procurer l'argent dont ils ont tant besoin tout en évitant une aliénation définitive de leurs immeubles, ils grèvent ceux-ci d'hypothèques et de droits réels, ou bien encore passent des ventes sous faculté de rachat qui, en dernière analyse, semblent être en réalité des emprunts.

En voici un exemple particulièrement intéressant. En 1561, Jehan d'Arces avait vendu une masse de terrain comprenant un pré, une terre et un bois situés dans la paroisse de Saint-Michel, pour 200 écus, mais les acheteurs « avoient donné et concédé au dict feu sieur d'Arces grâce et faculté de reachapt ... en rendant la dicté somme de 200 écus avec tous les loyaulx cousts ». En 1575, Jehan d'Arces rachète ces terres, puis les vend à nouveau, avec

(18) 3 E 9.119, f° 101. Not. Saunier à Yzeron.

(19) 3 E 9.118, f° 62.

(20) Voir par ex. le testament de Jacques des Gouttes. *Ins. Sénéch.*, vol. 138, f° 211.

(21) 3 E 9.118, f° 120 : quittance donnée par Jehan de Mondor.

une clause de rachat identique, pour une somme légèrement supérieure : 204 écus 44 sous. Enfin, en 1592, sa veuve, Ysabeau de Sillans reprend possession de ces terres en reversant le prix de 204 écus 44 sous, plus 3 écus pour l'établissement des contrats et 10 écus pour des impenses (22). En définitive, les terres restaient donc aux mains des héritiers de Jehan d'Arces et les ventes précédentes paraissent bien avoir été factices et simplement destinées à constituer des gages à des prêteurs. Ces ventes et ces emprunts marquent nettement la ruine des nobles contraints de recourir à ces procédés désastreux pour suppléer à l'insuffisance de leurs revenus. La noblesse se trouve ainsi enfermée dans un redoutable dilemme : son appauvrissement la force à vendre ses terres, puisque la crainte de déroger l'empêche de trouver de nouvelles ressources et ces ventes activent considérablement sa ruine.

Dans la vie économique, des marchands de Lyon dont le commerce a prospéré, des notaires de village qui ont su s'enrichir, des banquiers et des négociants d'origine italienne, jouent maintenant un rôle de premier ordre et procèdent à une ascension d'autant plus rapide que la noblesse de vieille race s'efface progressivement.

Parmi beaucoup d'autres, la famille de Pomey nous fournit un exemple caractéristique de robins de village enrichis et réussissant peu à peu à atteindre la noblesse. Primitivement, les Pomey étaient notaires à Amplepuis ; c'est par exemple Briand de Pomey qui dresse, en 1596, le contrat de mariage de Sibille de Rébé (les Rébé étaient

(22) 3 E 1.691, f° 92. Not. Couste à Condrieu.

barons d'Amplepuis) et de Reynaud de Crémeaux, en tant que « notaire royal d'Amplepuis » (23). Au début du xvii^e siècle, les membres de cette famille se rendent acquéreurs de toute une série de rentes nobles, de seigneuries et de terres : en 1604, Jean de Pomey, qui exerce la profession d'avocat à Lyon, achète pour 9.300 livres, à Alexandre de Gletteins, la maison noble de Rancé, située à Genay (24) ; en 1606, Benoît de Pomey acquiert les terres et seigneuries de Rochefort et des Sauvages, moyennant la somme de 15.000 livres tournois (25) ; en 1608, Prosper de Bachod et Philiberte de Ronchevol sa femme lui cèdent leur terre de la Forest (26). Quelques années plus tard, en 1613, les Rébé vendent à Benoist de Pomey, qui fait maintenant suivre son nom des titres de sieur de Rochefort et des Sauvages, leur justice, haute, moyenne et basse, sur les paroisses d'Amplepuis, de Ronno, des Sauvages et de Maschezal, la rente d'Amplepuis et celle des Rennis de Bourbon, la dîme de Miolands (27). Beaucoup d'acquisitions de moindre envergure accroissaient en outre les domaines de ces nouveaux enrichis. C'est ainsi que Briand de Pomey devient propriétaire d'un chenevier de 3 bicherées — mesure de Villefranche (28) — sis au Bois-d'Oingt, pour le prix modique de 66 livres, de verchères et de garennes

(23) *Insin. Sénéch.*, vol. 112, f^o 191.

(24) DE VARAX, *Généalogie de Pomey*, Lyon, 1889, in-4^o.

(25) *Ibid.*

(26) *Ibid.*

(27) Copie de la vente insérée au terrier de Pomey, vol. 14, f^o 217 et suiv.

(28) La bicherée de Villefranche vaut 1.055 mq.

à Saint-Véran, pour 150 livres (1608) (29) ; dans cette même région du Bois-d'Oingt, nous voyons encore Pierre de Pomey et son fils acheter une vigne, pour la somme de 120 livres (1614) (30). Les Pomey procèdent à de très nombreux achats similaires. Entre temps, Benoît de Pomey qui s'était installé à Lyon (31), était devenu trésorier général de France en la généralité de Lyon et, un autre de Pomey avait repris, en 1601, le bail de la douane de Lyon, moyennant la somme de 80.000 livres (32). Il est à signaler enfin que ce fut en 1629 seulement que Benoît de Pomey requit un certificat d'échevinage, pour jouir de la noblesse (33).

Les acquisitions foncières de ces notaires de village enrichis sont considérables mais les marchands lyonnais participent aussi très activement à ce mouvement. Les achats de propriétés immobilières réalisés par le bourgeois lyonnais Antoine Charrier — on trouve des Charrier drapiers à Lyon en 1603 (34) — sont fort importants. Ils portent sur des terres, des prés, et surtout des vignes, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, à la Duchère, au Mont Cindre. Leur total dépasse 850 écus pour l'année 1597 et 875 écus

(29) 3 E 1.488, f° 115. Not. Gros au Bois-d'Oingt.

(30) 3 E 1.485, f° 50. Not. Gros au Bois-d'Oingt.

(31) Le contrat de don mutuel passé entre sa femme, Charlotte de Thélis et lui-même, porte cette mention : « estans à présent en ceste ville de Lyon, en leur hostel d'habitation, paroisse Saint-Paul ». *Ins. Sénéch.*, vol. 139 (1609), f° 30.

(32) PERMEZEL, *La politique financière de Sully ...*, p. 66.

(33) DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires ...*, p. 69.

(34) *Ibid.*, p. 31.

pour 1598 (35). On pourrait citer une infinité d'exemples de riches bourgeois lyonnais devenus propriétaires dans les environs de la ville : Dominique de Combel « bourgeois et citoyen de Lyon » achète toute une série de terres à Taluyers (36), un autre bourgeois de Lyon, Jehan Carles, qui était déjà propriétaire à Vernaison, arrondit son domaine par plusieurs petits achats (37), Jean Cusin, marchand lyonnais, acquiert aux dépens de Christophe Harenc de la Condamyne, des maisons et des granges sises dans la paroisse de Loire (1611) (38).

Ces bourgeois achètent non seulement des domaines mais encore, fait plus caractéristique et plus lourd de conséquences, des fiefs nobles. Malgré leur diminution de valeur, les seigneuries tentaient cependant les acheteurs car elles procuraient encore des revenus qui n'étaient point négligeables et, en outre, leur acquisition permettait souvent d'accéder pratiquement à la noblesse, ou tout au moins en facilitait l'usurpation désirée par tant de roturiers. L'attrait de ces avantages poussa très fréquemment les bourgeois de Lyon à se rendre propriétaires de fiefs. Ainsi, ils arrivaient à supplanter complètement les nobles et il n'est pas exagéré de dire que « le bourgeois gentilhomme s'installait dans le château du hobereau ruiné » (39).

(35) E 367.

(36) En particulier dans la période 1598-1602 ; voir : 3 E 1.034 et 3 E 1.035. Not. Bertrand à Taluyers.

(37) 3 E 9.071, Not. Gauthier à Vernaison.

(38) E 584.

(39) ROMIER, *Le royaume de Catherine de Médicis*, I, p. 181.

Dans notre région, le mouvement par lequel les seigneuries passaient ainsi aux mains de roturiers, avait revêtu une ampleur particulièrement importante, en raison du considérable pouvoir d'achat dont disposaient les riches bourgeois de Lyon. M. Vachez cite (40), entre beaucoup d'autres, l'acquisition faite par Jean Camus, des seigneuries de Châtillon-d'Azergues et de Bagnols (1566), la vente passée par Claude de Lévis, au profit également des Camus, de la baronnie, terre et seigneurie de Feugerolles en Forez.

Cette famille Camus arriva à posséder de très nombreuses terres et plusieurs fiefs d'importance tels que Riverie, Arginy, le Perron, Ivours (41), etc. et, bien que d'anoblissement récent puisque son plus ancien titre de noblesse consistait en la charge consulaire exercée par Claude Camus en 1568 (42), elle est à la fin du siècle extrêmement puissante dans le Lyonnais. On pourrait citer bien d'autres familles qui ont eu une fortune analogue, par exemple les Croppet seigneurs d'Irigny et de Saint-Romain, les Clappisson seigneurs de Monteynard et de Laye, etc. Guillaume Grolhier « docteur es droicts, fils de noble et saige personne M. Maître Georges Grolhier, sieur du Cazault, conseiller du Roy en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon et conseiller en la Court et Parlement

(40) VACHEZ, *Histoire de l'acquisition des terres nobles ...*, p. 42.

(41) VOIR MICHON DE SAINT-DIDIER, *Armorial ... des trésoriers de France en la généralité de Lyon*.

(42) DE VALOUS, *Les origines des familles consulaires ...*, p. 28.

de Dombes », épouse en 1595 Marguerite de Poliérat, fille de noble Bertrand de Poliérat « seigneur et baron de Chasselay et gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy » et devient lui-même baron de Chasselay, en vertu des stipulations du contrat de mariage (43).

Ces familles étaient arrivées à tenir en fait dans le Lyonnais, la place des anciennes familles nobles défailtantes ; leur puissance avait eu pour base fondamentale une brillante situation financière et c'était en définitive leur fortune qui leur avait permis d'accéder à la noblesse. Beaucoup de ces familles étaient pourtant anoblies de si fraîche date — certaines ne pouvaient même pas encore prétendre vraiment à la noblesse — qu'en comparaison, les Villars qui vivaient noblement depuis le début du xvi^e siècle, faisaient figure d'anciens nobles, bien qu'ils fussent eux aussi les descendants de commerçants lyonnais.



Bien que tous ces bourgeois lyonnais soient généralement fort riches, leurs fortunes ont peine à soutenir la comparaison avec celles des grandes familles italiennes installées dans notre ville au cours du xvi^e siècle.

Ces Italiens ont, eux aussi, dans une large mesure, pris la place de l'ancienne noblesse de la région. Leur brillante situation de fortune s'accompagne d'une rapide ascension dans le domaine politique, de telle sorte qu'ils constituent, au début du xvii^e siècle, une aristocratie nouvelle dont la

(43) *Insin. Sénéch.*, vol. 110, f^o 80.

puissance et l'opulence sont incomparables. Beaucoup de ces Italiens occupent en effet des situations très élevées dans la province ; à cet égard, l'exemple le plus typique est sans doute celui de Guillaume de Gadagne qui fut sénéchal de Lyon, gouverneur du Lyonnais, Forez et Beaujolais, conseiller du Roi, chevalier des deux Ordres et qui bénéficia de l'appui constant du pouvoir royal car il s'était toujours rangé parmi les partisans d'Henri IV (44). Si cet exemple est l'un des plus caractéristiques, il n'a cependant rien d'exceptionnel : beaucoup d'autres Italiens occupent également de hautes situations et jouent un rôle important dans la vie publique.

Ces Italiens furent généralement de grands acquéreurs de terres et de fiefs nobles ; on assiste à un véritable enracinement de ces étrangers dans notre région, rendu facile par leur grande fortune d'une part et par le fait que nombre de domaines étaient mis en vente, d'autre part.

L'étude de quelques actes fournit des renseignements permettant de mesurer approximativement l'étendue de leur fortune. Guillaume de Gadagne, qui avait cinq filles (45), donne à l'une d'elles, Anne, qui épouse Pierre d'Albon, 20.000 écus, payables en trois ans (46) (1597) ; dans

(44) Voir le chapitre consacré aux Guadagni dans Picot, *Les Italiens en France au xvi^e siècle*, Annales Fac. des Lettres de Bordeaux. Bulletin Italien. Année 1902, p. 23 et suiv.

(45) Voir *Histoire généalogique du Père Anselme*, t. IX, p. 120.

(46) *Insin. Sénéch.*, vol. 114, f° 158.

son testament (47), il lègue une somme identique à sa dernière fille, Gabrielle, qui n'était pas encore mariée et qui se constituera une dot de 28.000 écus lorsqu'elle se mariera avec Jacques de Miolands, seigneur de Chevrières (48) (1604). Plusieurs textes nous indiquent que Guillaume de Gadagne détenait de nombreuses créances. Par exemple, Philippe Gayant « eslu en l'eslection de Lyonnais », Claude Bourbon, receveur des tailles en Beaujolais et Philippe Clappisson, notaire royal et bourgeois de Lyon, s'obligèrent solidairement envers lui pour 10.000 écus, en 1595, somme dont ils effectuèrent d'ailleurs le remboursement deux ans après, en 1597 (49). Les Gadagne compétaient, à la fin du siècle, parmi les gros propriétaires de la province mais ils possédaient également des immeubles bien au-delà de ses limites ; Baltazard de Gadagne, baron de Champerroux, et son frère Claude, vendent pour 18.000 livres, en 1603, un jardin et une maison qu'ils avaient en la ville d'Avignon et, dans l'énoncé des confins des fonds vendus, on trouve indiqué un jardin qui appartenait à feu Guillaume de Gadagne, seigneur de Bothéon, lequel se trouvait donc également propriétaire en Avignon (50).

Camille Strozzi, appartenant lui aussi à une famille italienne qui était arrivée à une très haute situation en France, puisqu'un Strozzi avait été maréchal de France

(47) *Insin. Sénéch.*, vol. 118, f° 281, Testament de M. de Bothéon.

(48) *Insin. Sénéch.*, vol. 119, f° 35.

(49) E 227.

(50) 3 E 8.780. Not. Moyne à Saint-Genis-Laval.

(51), achète de nombreuses terres dans la région de Saint-Genis-Laval où il a aussi d'importantes créances (52).

On a souvent signalé qu'Alexandre Orlandini avait prêté 450.000 livres au roi de France ; il est très probable qu'il n'avait pas fourni à lui seul cette énorme somme mais qu'il avait servi d'intermédiaire entre le roi et plusieurs prêteurs, le fait prouve cependant que cet Italien disposait de nombreux capitaux et jouissait d'un grand crédit.

A côté des membres de ces illustres familles extrêmement riches et jouant parfois un rôle de tout premier plan dans la vie politique de la province : les Strozzi, les Gada-gne, les Capponi, les Albizzi, les Gondi, etc., on trouve trace de beaucoup d'autres Italiens dont la fortune paraît avoir été assez brillante. Gaspard de Merle « natif de la ville de Thurin en Piedmont ... conseiller et secrétaire de Sa Majesté » lègue 200 livres au couvent des Cordeliers, 200 à l'Aumône Générale de Lyon, 200 livres encore aux pauvres de l'Hôpital, « 100 escus de 8 florins pièce, monnoye de Piedmont » à l'hôpital de Turin, 450 livres à divers serviteurs, et laisse finalement à sa femme 6.000 livres, en plus de la restitution de sa dot, s'élevant à 3.200 écus et d'une semblable somme de 6.000 livres qu'il lui avait donnée par contrat de mariage (53).

(51) Le maréchal Strozzi avait été tué en 1558.

(52) Voir 3 E 8.777 à 3 E 8.780. Not. Moyne, et 3 E 8.729-8.730. Not. Ennemond Gotail à Saint-Genis-Laval.

(53) *Insin. Sénéch.*, vol. 136, f° 176.

Il y aurait beaucoup à dire sur la situation économique et financière des Italiens de Lyon durant le règne d'Henri IV mais nous sortirions des limites de notre sujet. Il nous suffit de noter que ces étrangers prennent bien souvent la place des anciennes familles nobles et que leurs fortunes, généralement florissantes, sont en tout cas bien supérieures à celles des gentilshommes authentiquement français dont ils achètent les terres et les fiefs.



En comparaison de ces Italiens et des riches bourgeois lyonnais, les fortunes nobles apparaissent souvent vraiment modestes. Bien des actes concernant des nobles, laissent deviner que ceux-ci se trouvent dans une situation financière fort délicate et connaissent la gêne. Ainsi, dans son testament, Jehan de Mondor sieur d'Oyrieu, laisse en tout 666 écus à l'une de ses filles qui n'était pas encore mariée et n'avait donc pas précédemment bénéficié d'une constitution de dot ; à ses trois autres filles qui sont mariées, il ne laisse que 3 écus $\frac{1}{3}$ outre leurs dots ; en fait de legs pieux, il fait simplement don de 3 écus $\frac{1}{3}$ à l'église de Vaugneray (1595) (54). A titre de comparaison, on peut noter que Benoist de Montconys, un bourgeois lyonnais qui détenait la seigneurie de Liergues et celle de Polly-le-Monial, laissait au total plus de 320 écus de legs pieux (200 écus à l'Aumône Générale de Lyon, 100

(54) 3 E 9.116, f° 146. Not. Saunier à Yzeron. Les héritiers universels sont ses deux fils.

à l'Hôpital, etc.) (55). Yolande de Rochefort, veuve de Simon de Ronchevol sieur de Pramenou et du Bost, coseigneur de Saint-Pierre-le-Noailli, laisse (56) à une de ses filles, religieuse à Neuville, une rente annuelle de 3 écus $\frac{1}{3}$; Théode de Ronchevol, son fils, reçoit 200 écus et une fille de celui-ci 33 écus $\frac{1}{3}$.

Même sans revenir sur la question des emprunts et des aliénations d'immeubles, de nombreux actes, testaments, contrats de mariage ou transactions diverses, nous prouvent que beaucoup de gentilshommes disposaient de revenus fort modestes leur permettant tout juste de vivre et se trouvaient en définitive dans une situation financière extrêmement précaire, rendue d'autant plus délicate que l'argent liquide faisait bien souvent défaut.

Si tel est le cas pour beaucoup de nobles, il faut cependant s'abstenir d'une généralisation trop hâtive. Quelques familles nobles demeurent extrêmement riches. Parmi celles-ci, on peut nommer pour notre région les Mitte de Chevrières ; plusieurs textes nous renseignent sur leur fortune. En 1595, par exemple, Jacques de Miolands — dans le présent acte, il porte les titres de seigneur de Chevrières, Miolans, Saint-Chamond, premier baron du Lyonnais, chevalier de l'ordre du Roy, conseiller en son Conseil d'Estat, lieutenant général au pays de Velay — et Gabrielle de Saint-Chamond sa femme, constituent en dot à leur fille, Gasparde de Chevrières, à l'occasion de son mariage avec Jean-Thimoléon de Beaufort-Canillac « lieutenant général pour le Roy au pays d'Auvergne », la somme

(55) 3 E 8.724. Not. Gotail à Saint-Genis-Laval.

(56) *Insin. Sénéch.*, vol. 107, f° 93.

prodigieuse de 200.000 livres tournois (57). Le paiement de cette dot considérable devait s'effectuer dans les délais suivants : 25.000 écus payables dans un an, 25.000 dans dix ans et 16.666 écus $2/3$ dans quinze ans. Et, contrairement à ce qui se passait assez fréquemment en pareil cas, ces sommes paraissent avoir été réellement versées puisqu'en 1608, Gasparde de Chevrières donnait quittance de la somme de 48.500 livres, restant due sur sa dot (58). D'autre part, en 1601, lorsqu'il se remaria avec Gabrielle de Gadagne, Jacques de Miolans, qui est maintenant « lieutenant au gouvernement de la ville de Lyon, pays de Lyonnais, Forest et aultres ajassant », lui promet un douaire de 1.000 écus de revenu annuel, sa vie durant (qui serait réduit à 666 écus $2/3$ au cas où elle se remarierait) (59).

L'exemple de cette famille est exceptionnel, peut-être unique dans le Lyonnais, mais un certain nombre d'autres familles nobles, tout en étant assurément beaucoup moins riches, jouissent cependant de fortunes très appréciables. Claude de Rébé, « escuyer, sieur du dict lieu et de Rochefort en Beaujolais » est en mesure d'acheter la châtellenie, terre et seigneurie de Thizy, la terre et seigneurie de Chevagny-le-Lombard, et diverses autres rentes et terres, au prix de 40.000 écus (60). La dot accordée

(57) *Insin. Sénéch.*, vol. 110, f° 56. A propos de cette famille : P. ANSELME, t. IX, p. 126.

(58) DE BOISSIEU, *Généalogie de la maison de Saint-Chamond*, Saint-Etienne, 1888, p. 123.

(59) *Insin. Sénéch.*, vol. 119, f° 35.

(60) E 260. Copie du contrat de vente.

à Sibille de Rébé s'était élevée à 4.000 écus (auxquels il faut ajouter 200 écus pour ses bijoux, vêtements, etc.) somme évidemment modeste mais qui dénote cependant une certaine aisance, d'autant plus que le contrat de mariage stipulait que le paiement en serait achevé dans un délai de quatre ans (61).

Enfin, la nouvelle noblesse, composée de familles qui sont incontestablement d'origine bourgeoise mais qui ont accédé à la noblesse depuis un certain temps déjà, connaît une situation économique généralement prospère. Les Bellièvre, les Villars, les Laurencin comptent parmi les plus riches familles du Lyonnais.

Nicolas de Bellièvre, fils du chancelier de France, faisait un riche mariage : il épousait en effet, en 1605, la fille de Nicolas Bruslart, garde des Sceaux de France, dont la dot s'élevait à 50.000 livres, représentant un avancement d'hoirie ; sur cette somme, Nicolas de Bellièvre perçut immédiatement 27.600 livres et Nicolas Bruslart lui transféra une rente représentant un capital de 22.400 livres (62). De nombreux indices permettent d'affirmer que les Villars étaient fort riches : à leurs nombreuses terres sises à Millery et dans les environs (échues à François de Villars et à ses enfants) et à Condrieu, la Chapelle, Tupins, Longes et dans les paroisses voisines (échues à Claude de Villars) venaient s'ajouter des immeubles à Lyon (63), car

(61) *Insin. Sénéch.*, vol. 112, f° 191.

(62) *Insin. Sénéch.*, vol. 126, f° 16.

(63) Voir le testament des frères de Villars : *Insin. Sénéch.*, vol. 111, f° 208.

ces familles d'origine bourgeoise avaient, sur les vieilles familles nobles qui avaient toujours vécu dans les campagnes, le très gros avantage d'être propriétaires d'immeubles urbains ; enfin, les Villars détenaient des rentes et des pensions qui augmentaient dans de notables proportions les revenus qu'ils tiraient de ces domaines. Par ses alliances, cette famille parvenait encore à accroître sa fortune. Claude de Villars par exemple, épouse Clauda de Fay (64) qui lui apporte une dot de 15.000 livres (65). Il est vrai que tous les Villars ne firent pas de riches mariages : l'un d'entre eux épouse en 1591 Ysabeau Guilliot « fille de noble Estienne Guilliot, sieur de Rosey (66), habitant au dict Condrieu » dont la dot se monte seulement à 1.000 écus, somme en échange de laquelle elle renonce à tout droit sur la succession paternelle (67).

Ainsi, à l'intérieur même de la classe noble, les plus riches familles sont bien souvent celles dont l'anoblissement est le plus récent. Ces descendants de marchands lyonnais se trouvent généralement dans une situation économique florissante et ce sont eux qui représentent maintenant l'élément riche de la noblesse. En effet, le déclin de la propriété seigneuriale ne les a pas lésés puisqu'ils

(64) Famille vraisemblablement originaire du Velay : Clauda de Fay était veuve d'un noble du Velay ; son frère, Hector de Fay était sénéchal du Puy et un autre de ses frères prieur du couvent de Saint-Gille de Chamalières (village situé à une vingtaine de km. du Puy).

(65) *Insir. Sénéch.*, vol. 125, f° 3.

(66) Le Rozay, à côté de Condrieu.

(67) 3 E 1.690, f° 152. Not. Couste à Condrieu.

ne sont revenus titulaires de fiefs qu'à une époque récente, la valeur de leurs immeubles urbains a beaucoup augmenté du fait de l'essor pris par les villes, enfin, malgré le souci que beaucoup d'entre eux manifestent de vivre noblement, ils ont souvent gardé des intérêts dans des affaires bancaires ou commerciales qui firent leur fortune.

Conclusion

Il serait audacieux de prétendre terminer cette étude — qui, rappelons-le encore une fois, n'a aucunement l'ambition d'épuiser le sujet qu'elle aborde — en présentant des conclusions précises et de portée générale. Rien ne nous autorise en effet à étendre de façon systématique les déductions que l'on peut tirer des différents exemples que nous avons rencontrés. Cependant, de la confrontation de tous ces cas particuliers que les documents nous permettent de connaître, quelques idées générales se dégagent avec une certaine netteté.

De nombreux indices prouvent que, dans les dernières années du xvr^e siècle, c'est-à-dire alors que la terrible crise des guerres de Religion vient de prendre fin et que le calme est à peine rétabli, la noblesse subit véritablement un appauvrissement indiscutable.

En cherchant à déterminer la nature des ressources dont disposent les gentilshommes, nous avons vu que celles-ci consistaient pour une très large part en revenus fixes ; aussi doit-on vraisemblablement considérer la dépréciation de la livre tournois et la hausse considérable

du coût de la vie, comme une des causes principales de l'appauvrissement des nobles, contemporains d'Henri IV. Les prix avaient en effet connu, depuis le Moyen-Age et en particulier au cours du xvr^e siècle, une hausse vertigineuse qui devait fatalement ruiner une classe vivant de rentes et de revenus immuables. Mais, à cette cause primordiale d'appauvrissement, vinrent s'en ajouter bien d'autres.

La décadence du système féodal entraîne évidemment celle de la propriété directe : cens et servis et droits seigneuriaux sont pratiquement pour les nobles d'un revenu bien moindres qu'autrefois.

Les guerres de Religion qui ont si cruellement ravagé le royaume pendant tant d'années, ont été particulièrement désastreuses pour la noblesse de France. De nombreux gentilshommes ont participé avec acharnement à ces luttes, sans ménager leur sang ni leur argent, de telle sorte que beaucoup de familles nobles ont vu périr les plus jeunes et les plus actifs des leurs et ont perdu leur fortune. Par ailleurs, ces guerres qui ont constitué pour tous les ruraux un épouvantable fléau, ont forcément porté préjudice à tous les hobereaux, qui sont essentiellement des ruraux, même à ceux qui s'étaient prudemment efforcés de rester autant que possible en dehors du conflit.

Les revenus des nobles sont devenus nettement insuffisants pour leur permettre de vivre selon le rang qu'ils entendent conserver, d'autant plus que beaucoup de gentilshommes que les guerres avaient longtemps éloignés de leurs terres, étaient revenus avec des habitudes de luxe

inconnues de leurs ancêtres. Le gentilhomme n'arrive plus à vivre de ses terres car, même dans les hypothèses les plus favorables, les ressources qu'il en tire sont bien loin d'avoir augmenté dans les mêmes proportions que ses dépenses, exagérément accrues par la hausse des prix.

Puisque les revenus du gentilhomme restent à peu près stables — nominalement tout au moins — et que ses dépenses augmentent, il faudrait qu'il trouvât de nouvelles sources de revenus ; or, la crainte de déroger et le traditionnel préjugé en vertu duquel un noble ne doit exercer aucune activité lucrative, restent toujours aussi tyranniques ; on ne voit donc aucunement à quelle solution pourra recourir la noblesse pour conjurer une ruine qui semble inévitable et que les circonstances politiques ont encore hâtée. La noblesse ne parvient même pas à conserver son patrimoine intact puisque, contrairement à ce que l'on pense souvent, le droit d'aînesse qui aurait évité le morcellement des domaines, n'était pas rigoureusement observé.

L'appauvrissement de la noblesse est un phénomène dont l'existence est indéniable mais il faut cependant s'abstenir d'une généralisation abusive et plusieurs réserves s'imposent, à différents points de vue.

Tout d'abord, il convient de noter que quelques familles de la noblesse ont complètement échappé à cette ruine et ont réussi à maintenir leurs fortunes à peu près intactes, malgré toutes les difficultés auxquelles elles se sont heurtées depuis le Moyen-Age.

Surtout, cette ruine est bien loin d'être totale. La fortune des nobles reste très appréciable, ainsi que l'attes-

tent de nombreux documents. On est conduit à penser que, sous le règne d'Henri IV, la noblesse est en train de se ruiner mais que cette ruine n'est pas encore un fait définitivement accompli. Dans notre région, nous voyons qu'au début du XVII^e siècle, bien des gentilshommes se trouvent toujours à la tête de fortunes appréciables mais que celles-ci fondent rapidement.

De l'appauvrissement des nobles, grands propriétaires fonciers, on ne peut pas conclure à un déclin de la propriété immobilière elle-même. Seule la propriété seigneuriale a connu véritablement une profonde décadence et tend à devenir une sorte d'anachronisme dans une société qui a déjà réussi, pour une large part, à se dégager du régime féodal.

Une grosse valeur reste attachée à la propriété foncière, aussi le gentilhomme dont les revenus s'avèrent insuffisants a-t-il tout naturellement tendance à chercher dans l'aliénation des fiefs et des domaines qui composent son capital, un moyen de se procurer des ressources et, en particulier d'obtenir l'argent liquide qui lui fait si souvent défaut. De très nombreux textes nous prouvent la fréquence de ces ventes, dans la période correspondant au règne d'Henri IV. Ces aliénations forcées qui détruisent le capital sont extrêmement préjudiciables aux nobles qui y ont recours et risquent de les conduire à la ruine définitive. La situation financière des gentilshommes paraît donc sans issue : l'appauvrissement dont ils souffrent les contraint à vendre leurs terres et ces ventes précipitent leur ruine. De telles ventes sont très caractéristiques de la décadence de la noblesse, obligée de se dé-

pouiller d'un patromoine qu'elle détenait héréditairement depuis des générations.

La ruine de la noblesse apparaît d'autant plus nettement qu'une autre classe est maintenant toute prête à la supplanter. La bourgeoisie commerçante des villes, enrichie par le négoce, et détenant — avec les banquiers italiens — la plus grande partie de la fortune mobilière, saisissant les occasions qui se présentent, achète très volontiers les propriétés foncières que la noblesse est forcée de mettre en vente, et tend ainsi de plus en plus à se substituer à elle. Ce phénomène revêtit une ampleur particulière dans notre région, en raison de la grande richesse des bourgeois de Lyon dont la situation économique reste fort brillante bien qu'elle ait subi aussi l'influence néfaste des guerres de Religion. Grâce à leur fortune mobilière, banquiers italiens et commerçants lyonnais devinrent eux aussi de grands propriétaires fonciers.

Les bourgeois lyonnais pénétraient d'ailleurs de plus en plus largement dans la noblesse, en profitant du privilège attaché aux fonctions municipales ; ils arrivaient ainsi à évincer peu à peu la noblesse de vieille race.

Cette noblesse toute nouvelle prend de plus en plus la place de l'ancienne noblesse. On constate d'ailleurs que, dans le Lyonnais, à l'avènement d'Henri IV, beaucoup de familles de vieille noblesse féodale ont disparu. Du fait des anoblissements, un élément nouveau, fort riche et le plus souvent extrêmement actif, est entré dans la noblesse ; l'évolution est parfois si lente qu'il est bien souvent difficile de dire si l'on se trouve en présence d'un

noble ou d'un roturier mais, elle est néanmoins très nette.

Ces nouveaux nobles qui doivent tout à leur fortune, à leur réussite dans les affaires et à l'habileté avec laquelle ils ont su faire fructifier leurs capitaux, font très souvent figure de parvenus, ce qui leur attira bien d'acerbes critiques, plus ou moins justifiées. Mais, à la fin du règne d'Henri IV, cet élément nouveau constitue, à quelques exceptions près, la fraction la plus brillante et la plus riche de la noblesse, et certainement celle qui est le mieux adaptée aux nouvelles conditions de la vie économique. Les anoblis, généralement actifs et entreprenants comme l'avaient été les négociants dont ils sont issus, jouent en quelque sorte à l'intérieur de la noblesse le rôle d'un élément régénérateur. D'ailleurs, si les anciens nobles nourrissent à l'égard des anoblis de fraîche date des préjugés hostiles, le pouvoir royal trouve parmi eux certains de ses meilleurs serviteurs et leur témoigne son estime en élevant quelques-uns d'entre eux aux plus hautes charges.

Vu :

Le Président du Jury de la Thèse,
le 27 février 1941.

René GONNARD.

Vu :

le 27 février 1941.

Le Doyen de la Faculté de Droit,
GARRAUD.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 28 février 1941

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
A. LIRONDELLE.

VALEUR DES PRINCIPALES PIÈCES D'APRÈS

	L'ordonn. de 1577 (1)	L'édit de 1602 (2)
Ecu d'or.....	60 sous ts.	65 sous ts.
Quart d'écu	15 sous ts.	16 sous ts.
Double pistolet d'Esp. .	1 écu 56 sous	6 livr. 6 sous
Ecu simple d'Espagne .	58 sous	63 sous
(dit pistolet)		
Teston aux coings et		
armes de France....	14 sous 6 deniers	

(1) Fontanon : II, p. 200.

(2) II. p. 230.

Sources

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU RHONE

I. — TITRES DE FAMILLE.

Série E

E 28	E 1.168-1.169
E 30	E 1.171
E 40 à 42	E 1.177
E 221	E 1.210
E 224 à 227	E 1.340-1.341
E 260	E 1.433
E 303	E 1527
E 319	E 1.681-1.682
E 322	E 1.685
E 346	E 1.695
E 349	E 1.699-1.700
E 367-368	E 1.705
E 383	E 1.708
E 584	E 1.710 à 1.712
E 628	E 1.916
E 687	E 2.087
E 960	E 2.126
E 1.053	E 2.161 à 2.172
E 1.165	

II. — NOTAIRES

Série 3 E

L'Arbresle	DEMASSO, 3 E 1.418 (1586-1589).
Le Bois-d'Oingt	GROS, 3 E 1.484-1.489 (1601-1614).
Condrieu	COUSTE, 3 E 1.688-1.695 (1588-1595).
—	GRANDJON, 3 E 1.721-1.724 (1602-1609).
—	PERRET, 3 E 1.832 (1609-1610).
—	VEILLON, 3 E 1.996-2.004 (1590-1611).
Genay (Ain)	REY, 3 E 204-209 (1587-1605).
Givors	BURLAT, 3 E 2.199-2.208 (1600-1610).
—	MICHALLON, 3 E 2.301 (1590).
Grigny	CHAZOTIER, 3 E 2.319 (1610-1614).
—	DELAFONT, 3 E 2.331 (1586-1592).
Millery	LANYS, 3 E 8.406 (1606).
Montagny	TOLLOT, 3 E 8.431 (1605-1613).
Oingt	DEGUZ, 3 E 979 (1599).
St-Cyr-au-Mont-d'Or	TORRET, 3 E 8.602-8.606 (1590-1609).
St-Genis-Laval	Gotail (Ennemond), 3 E 8.724-8.733 (1582-1604).
—	MOYNE, 3 E 8.777-8.781 (1589-1607).
St-Romain-de-Popey	ALBOUD, 3 E 1.016 (1596-1609).
St-Symphorien-le-Chât.	GIRAUD, 3 E 8.877 (1593-1611).
Taluyers	BERTRAND, 3 E 1.033-1.036, 3 E 1.038- 1.043 (1592-1612).
Theizé	DEGUZ, 3 E 1.099 (1604-1608).
—	GIRAUDET, 3 E 1.134-1.139 (1587-1598).
Vernaison	GAUTHIER, 3 E 9.070-9.071 (1604-1607).
Villefranche	GUIPIER, 3 E 1.232-1.234 (1590-1612).
Yzeron	ALLONIER, 3 E 9.086-9.087 (1609-1610).
—	SAUNIER, 3 E 9.114-9.119 (1598-1608).

III. — INSINUATIONS

Insinuations de la Sénéchaussée de Lyon : volumes conservés
du vol. 99 au vol. 139 (1590-1609).

Terriers de Pomey : vol. 14 et 15.

Bibliographie

I

- FONTANON. — *Les Edicts et Ordonnances des rois de France, depuis Louis VI, dit le Gros, jusqu'à présent*, Paris, 1611.
- LOYSEAU. — *Traité des Ordres*, édition de 1701.
- MONTCHRETIEN. — *Economie politique*, édit. Flunck-Brentano, Paris, 1889.
- Recueil des privilèges, autoritez, pouvoirs, franchises et exemptions des Prévost des Marchands, Eschevins et habitans de la Ville de Lyon*, Guillaume Barbier, imprimeur, Lyon, 1649.
- CARRÉ (lieut.-col.). — *Sully, sa vie, son œuvre*, Paris, 1932.
- DIEUDONNÉ. — *Les monnaies françaises*, Paris, 1923.
- ESMEIN. — *Histoire du Droit français*, 15^e édit., Paris, 1925.
- FAGNIEZ. — *L'économie sociale de la France sous Henri IV*, Paris, 1897.
- GERMAIN-MARTIN. — *Histoire économique et financière*, T. X de l'*Histoire de la Nation française* de Hanotaux.
- GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1930.
— *Histoire des doctrines monétaires, dans ses rapports avec l'histoire des monnaies*, Paris, 1935.
- HARSIN. — *Les doctrines monétaires et financières en France, du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1928.
- HAUSER. — *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, Paris, 1920.
— *Les origines des problèmes économiques actuels*, Paris, 1930.

- HAUSER et RENAUDET. — *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance. La Réforme*, dans « Histoire générale » de Halphen et Sagnac, Paris, 1929.
- LIAUTEY. — *La hausse des prix et la lutte contre la cherté en France au XVI^e siècle*, thèse, 1921.
- MARIÉJOL. — *La Réforme et la Ligue. L'Edit de Nantes. Henri IV, Louis XIII*, tome VI, vol. 1 et 2 de l'« Histoire de France » de Lavissee, Paris, 1905.
- MARION. — *Dictionnaire des institutions de la France aux XVI^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923.
- PERMEZEL. — *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, thèse Lyon, 1935.
- RAVEAU. — *L'agriculture et les classes paysannes; les transformations de la propriété dans le Haut-Poitou au XVI^e siècle*, Paris, 1926.
- ROMIER. — *Le royaume de Catherine de Médicis*, Paris, 1922.
- SÉE. — *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France*, Paris, 1929.
- DE VAISSIERE. — *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, Paris, 1903.
- *Henri IV*, Paris, 1928.

II

- DE BOISSIEU. — *Généalogie de la maison de Saint-Chamond*, Saint-Etienne, 1888.
- DE CHARPIN-FEUGEROLLES. — *Les Florentins à Lyon*, Lyon, 1894.
- DOUCET. — *Le Grand-Parti à Lyon au XVI^e siècle*, Rev. Hist., 1933, tome CLXXII.
- GERMAIN-MARTIN. — *La monnaie et le crédit privé en France aux XVI^e et XVII^e siècles. Les faits et les théories (1550-1664)*, Rev. Hist. Doctrines économiques et sociales, 1909.
- DE JOUVENCEL. — *L'assemblée de la noblesse de Lyon en 1789*, Lyon, 1907.

- MICHON DE SAINT-DIDIER. — *Armorial général de Nosseigneurs les présidents, chevaliers d'honneur, trésoriers généraux de France, avocats et procureurs du Roy au bureau des finances de la généralité de Lyon*, Lyon, 1903.
- PÉRICAUD. — *Notes et documents sur Lyon (1550-1643)*, Lyon, 1840.
- PERNETTI. — *Recherches pour servir à l'histoire de Lyon, ou les Lyonnais dignes de mémoire*, Lyon, 1757.
- PICOT. — *Les Italiens en France au xvi^e siècle*. Bul. Italien, Ann. Fac. des Lettres de Bordeaux, années 1902 et suiv.
- STEYERT. — *Armorial général du Lyonnais, Forez et Beaujolais*, Lyon, 1880.
- VACHEZ. — *Histoire de l'acquisition des terres nobles par les roturiers dans les provinces du Lyonnais, Forez, Beaujolais, du xiii^e au xvi^e siècle*, Lyon, 1891.
- *Le château de Châtillon-d'Azergues*, Lyon, 1869.
- DE VALOUS. — *Les origines des familles consulaires de la ville de Lyon, depuis l'établissement de la Commune jusqu'à 1790*, Lyon, 1863.
- *Recherches des usurpateurs des titres de noblesse dans la généralité de Lyon, 1696-1718*, Lyon, 1882.
- *La famille de Chaponay*, Lyon, 1882.
- DE VARAX. — *Généalogie de Pomey*, Lyon, 1899.
- *La Maison d'Arod*, Lyon 1900.
- VARILLE (Mathieu). — *Les grands Jours de 1596*, Lyon, 1922.
- VIAL. — *Les anciennes mesures du Lyonnais*, Lyon, 1920.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Que faut-il entendre par noblesse?</i>	15
Ancienne noblesse. Anoblissements. Acquisitions de fiefs par des roturiers. Usurpations. Différents critères destinés à distinguer nobles et roturiers. Notion de « vivre noblement ».	
CHAPITRE II. — <i>La propriété immobilière</i>	29
Section I. <i>La propriété directe</i>	39
Origine. Décadence. La propriété directe n'est plus l'apanage exclusif des nobles. Reconnaissances. Terriers.	
<i>Cens et servis</i>	36
Définition. Redevances en argent. Redevances en nature. Immutabilité. Difficultés de paiement.	
<i>Droits seigneuriaux</i>	45
Lods et mi-lods, prélation, nouvelles reconnaissances, corvées, etc.	
Décadence de la propriété directe.	
Section II. <i>La propriété complète</i>	60
Les nobles possèdent en pleine propriété des domaines ruraux. Exploitation de ces domaines. Commerce des produits agricoles. Seigneuries groupant des rentes nobles et des domaines. Morcellement dû aux successions. Transferts de propriétés. Modalités de ces transferts.	
CHAPITRE III. — <i>La fortune mobilière</i>	85
Les accessoires de la propriété rurale. Bijoux, mobilier, etc. Capital liquide. Créances.	

CHAPITRE IV. — <i>Evolution de la situation économique de la noblesse</i>	95
Ascension de la bourgeoisie. Appauvrissement de la noblesse : principales causes. Endettement. Enrichissement des bourgeois lyonnais ou des notaires, acheteurs de fiefs et de terres nobles. Prospérité des Italiens. La gêne se manifeste souvent chez les nobles. Prospérité de quelques familles anoblies au début du xvi^e siècle.	
CONCLUSION	119
TABLEAU DES SOURCES.....	127
BIBLIOGRAPHIE	129
